



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste

unifié

SUPPLEMENT AU N° 123 - 17 NOVEMBRE 1962 - NUMERO SPECIAL DE TRIBUNE SOCIALISTE PRIX 1 NF

Monsieur le Maire, ceci vous intéresse

Vous êtes 38 000 en France, sur qui la France compte pour préserver les privilèges de sa liberté. Or cette liberté est menacée. Vous en trouverez les preuves accablantes dans ce premier BILAN DE LA SUBVERSION que nous avons établi pour vous après des mois d'enquête. Où en est l'O.A.S. ? Qu'a-t-elle accompli ? Qu'espère-t-elle entreprendre ? Quelles sont ses chances de

réussir ? A titre d'exemple, voici quelques faits : en France, depuis la faillite de leur politique algérienne, 5 000 desperados, disposant de 20 000 armes, organisés en plus de 400 réseaux Delta, sont, de leur propre aveu, prêts à tout pour instaurer en France un régime qui menace tout ce que vous représentez, Monsieur le Maire. Où est le danger ? Quelle est son ampleur ? A vous de juger et d'agir.

OU EN EST L'O.A.S. ?



SÉRGENT Capitaine



GARDY Général



KEIFER Légionnaire



CHATEAU-JOBERT Colonel



HEGNANN Légionnaire

En Février 1962, le Congrès des Maires de France Condamne l'O.A.S.

Ayant échoué en Algérie, l'O.A.S. a déplacé son offensive vers la France. Nombreux sont, parmi les « colonels », ceux pour qui la « défense de l'Algérie Française » n'a jamais été qu'un prétexte, un moyen qui devait leur permettre d'atteindre ce qui a toujours constitué pour eux l'objectif suprême : la conquête du pouvoir, l'instauration d'un régime fasciste.

Dans cette entreprise criminelle, ils ne manquent pas d'atouts nouveaux. Le retour en France de dizaines de milliers de « pieds-noirs » déracinés et désespérés, remplis de rancœur et de haine contre le régime républicain, leur fournit déjà, dans une certaine mesure, la clientèle politique et les troupes assez nombreuses qui avaient fait, jusqu'ici,

si cruellement défaut à leurs propres Etats-Majors.

Les laisserons-nous agir et développer, dans l'impunité, leur action subversive ?

Une lente accoutumance nous a conduit à lire quotidiennement, distraitement, le bilan des attentats que perpétraient les fascistes de l'O.A.S. A peine, de temps en temps, nous disions-nous : « Tiens, ils sont plus efficaces que je ne pensais... » et c'est tout. Rassurés par cette tranquille certitude que rien en France ne pourrait nous placer dans la situation de l'Allemagne des années 30, nous vaquions à nos activités avec un mépris nonchalant pour ces forcenés qui maniaient chaque soir la bombe et le pistolet-mitrailleur. Bien mieux, comme depuis quelques semaines (probablement à la demande des parlementaires pro-O.A.S.) les tueurs paraissent avoir abandonné leur activité pour la durée de la campagne du référendum et

des élections, nous nous sommes encore plus endormis dans une fausse quiétude.

C'est à vous, Maire de France, placé au cœur même de la Nation, magistrat du peuple, qu'il appartient de veiller. Vous, premier citoyen de votre commune, vous ne pouvez pas ne pas vous souvenir de l'adage romain : « Que les consuls veillent » ! Mieux que personne un Maire comprend, apprécie ses concitoyens, ses administrés. Nous savons que les Maires apportent le meilleur de leur sollicitude aux malheureux qui viennent de l'Algérie, c'est-à-dire aux victimes réellement innocentes de beaucoup d'erreurs politiques, et qui nous ont demandé l'hospitalité. Mais chaque Conseil Municipal se doit d'écarter les petits-maîtres du fascisme et du plâtissage qui veulent étrangler la République, qui veulent anéantir tout ce qui, dans nos institutions, est véritablement démocratique.

LES ASSASSINS SONT

La guerre civile qui a ravagé l'Algérie a maintenant transféré, sur notre sol, son appareil et ses commandos d'assassins.

Si, pour des raisons de tactique politique et d'opportunité électorale, on tente actuellement de « miniaturiser » la force de frappe que constituent les centaines de commandos Delta qui se sont implantés en France, il n'en est pas moins vrai que la France est menacée, directement, d'une aventure fasciste semblable à celles que vécurent l'Allemagne nazie et l'Italie mussolinienne.

Sous le prétexte de la sauver du « communisme », des tueurs professionnels se préparent à créer, ici, le même climat que celui qui fut instauré en Allemagne, durant la République de Weimar par les cellules de « réprouvés » qui, systématiquement, créèrent les conditions de terreur nécessaires à l'avènement d'Adolph Hitler.

En s'appuyant sur la crainte, le désespoir, l'opportunisme ou l'indifférence, le cancer fasciste pénètre peu à peu dans les rouages les plus vitaux de l'Etat que sont, dans la conjoncture actuelle, l'Armée, la Police, la Magistrature. Les milieux politiques eux-mêmes sont gangrenés.

Il faut reconnaître que la « contre-Révolution » que représente l'O.A.S. a de lointaines origines.

Sans remonter à la mystérieuse Cagoule et au C.S.A.R. qui préfigurèrent, avant la guerre de 1939, les efforts d'un fascisme français pour s'emparer du pouvoir par la terreur, il est clair que dès les lendemains de la victoire alliée sur l'hitlérisme, les puissances de régression sociale commencèrent à forger patiemment le ter de lance qui nous menace aujourd'hui de la dictature la plus honteuse et la plus sordide que la France ait connu.

C'est dans les rizières de l'Indochine que se rencontrèrent pour la première fois des hommes comme Salan, Massu, Godard, Argoud. C'est dans cette lutte contre tout un peuple que se précisent, pour la première fois, les méthodes de pacification tristement célèbres des parachutistes coloniaux et de la Légion Etrangère.

C'est aussi à cette époque que les politiciens français d'extrême-droite, même s'ils étaient assis au centre ou à gauche sur les bancs du Palais-Bourbon, découvrirent le dynamisme considérable que représentaient déjà les soldats « perdus ». C'est enfin en 1954 que l'on vit Georges Bidault prêt à accepter les bombes atomiques que lui proposait Foster Dulles pour réduire Dien-Bien-Phu, au nom du grand mot d'ordre de la croisade « anti-communiste » qui allait justifier les rêves d'hégémonie et les actions les plus condamnables contre des peuples entiers du Tiers-Monde.

Aigri par ses échecs, le corps expéditionnaire français en Indochine rentre en Europe pour se trouver, sans transition, plongé dans le guépier algérien, où se structurèrent, durant sept ans, les méthodes, les équipes et la politique de ceux qui veulent instaurer en France leurs lois odieuses.

LES COMLOTS SUCCEDENT AUX COMLOTS

Les complots succèdent aux complots. Les populations sont mises en condition grâce aux moyens les plus modernes de l'action psychologique. Les premiers groupes d'action subversive sont créés par Martel, Biaggi, etc. On y retrouve d'anciens cagouleurs comme Deloncle et le fameux docteur Martin qui fait profession depuis près de trente ans, de clandestinité. On y parle de « Révolution nationale », de bazooka et on y prépare de nouveaux 6 février. On forge les mots d'ordre et on recrute des généraux pour l'assaut contre la République. Le Gouvernement, informé de tous ces complots, en minimise l'importance et prépare en secret l'opération de Suez que cassent net les Américains, les Russes et même les Anglais, effrayés de ses conséquences.

Mais en frustrant l'Armée d'une victoire, qu'elle croyait acquise, on la jette plus profondément encore dans la conspiration et c'est le 13 mai 1958.

L'appareil clandestin, mis au point durant des mois, entre alors en action. On s'aperçoit vite que les politiciens de Paris n'ont rien compris et ne veulent rien comprendre. Le Premier ministre Pflimlin, le 10 ou



CURUTCHET

le 11 mai, refuse de prendre en considération ce que lui annonce un haut fonctionnaire responsable d'Algérie et le prie de prendre du repos, car il paraît « fatigué ». Ce responsable l'informait le 11 mai que le complot éclaterait le 13 au matin avec le concours de l'Armée et de ses chefs militaires.

De Gaulle, avec le machiavélisme et le mépris des hommes qu'on lui connaît, entre à son tour en scène. D'un côté il laisse son entourage d'alors encourager les projets insensés des militaires factieux tandis que, de l'autre, il n'hésite pas à rassurer les démocrates sur son « républicanisme ».

Les militaires frustrés pour la première fois d'une belle opération aéroportée sur la métropole se consolent en notant que, grâce à de Gaulle, l'Armée est devenue une force politique qui détient les armes de la Nation et qui peut à l'occasion les retourner contre elle. La « contre-révolution » a désormais droit de cité dans la République. La « Cinquième » en subira les assauts de plus en plus puissants : barricades, putsch d'avril, O.A.S.

L'Armée s'exaspérera jour après jour des promesses non tenues des gaullistes officiels et du régime de douche écossaise, qu'au cours des années de Gaulle lui fera subir sans avoir jamais l'intention d'extirper vraiment le cancer qui ronge le milieu militaire par une politique rigide, mais juste, d'épuration des cadres de l'Armée.

L'O.A.S. naît du putsch d'avril et de cette politique de balancement. Le « féal » général d'armée Salan, couvert de décorations, soutien le plus efficace de de Gaulle au moment du 13 mai, en prend officiellement le commandement assisté de plusieurs colonels dynamiques et « prestigieux » : Gardes, Godard, Lacheroy, Broizat, Argoud, etc.

Il construit l'appareil de guerre civile le plus important que la France ait connu depuis la Collaboration.

Les « soldats de l'Occident » sont désormais en marche. Ils ne reculent ni devant l'incendie ni devant le meurtre prémédité. Ils organisent froidement des assassinats d'intimidation qui visent à tuer des innocents pour frapper et terroriser les populations que l'on veut soumettre. En l'espace de quelques semaines plus de 3.000 personnes sont assassinées au couteau ou au revolver. Des hommes ou des femmes sont brûlés vifs et leurs cadavres exposés donnent lieu à des fêtes populaires. On brûle les écoles, les bibliothèques, les centraux téléphoniques. On fait sauter des quartiers entiers. On vole, on pille. Les populations sont astreintes à payer des dîmes qui, la plupart du temps, servent aux jouissances des tueurs ou à la constitution de magots en métropole. On organise systématiquement le rackets des banques et des trésoreries de sociétés. Des dizaines de milliards sont ainsi volés et alimentent le trésor de l'organisation qui permettra de porter le conflit en métropole afin d'y instaurer la dictature.

L'O.A.S. APRÈS L'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE

La conversion de l'O.A.S., après l'indépendance de l'Algérie, a paru, à d'aucuns, difficile et vouée à

l'échec. Comment, en effet, conditionner 46 millions de citoyens français qui, à priori, détestaient les méthodes de l'O.A.S. et la guerre civile qu'elle entend déclencher en France même ?

Et pourtant la première étape de l'opération a réussi.

LES THÈMES DE L'ACTION

Il lui fallait d'abord assurer le transport en France de ses armes et de ses tueurs. Il était nécessaire, ensuite, qu'elle définisse de nouveaux thèmes de propagande qui lui permettraient de séduire ou d'intéresser les Français et les groupes de pression économiques ou politiques qui agissent dans le pays. Nous verrons plus loin comment l'O.A.S. a pu, sans coup férir, se transporter en France.

Quant aux thèmes politiques dont elle entend se servir, ils sont de deux ordres :

— D'abord, l'épouvantail communiste. L'O.A.S., en effet, s'efforce actuellement de se présenter comme le seul rempart contre les communistes et le Front Populaire. La lutte que l'O.A.S. prétend engager contre le « communisme » provoquera, croit-elle, chez les Français une sorte de résignation qui les amènera à subir le régime qu'elle veut leur imposer. L'O.A.S. entend par communisme, bien entendu, une large fraction de l'opinion française en amalgamant au P.C. pratiquement tous les libéraux. Les lecteurs de « France-Soir » ou de « la Croix » sont ainsi considérés comme des « crypto-communistes » sur lesquels peuvent s'abattre les armes justicières de l'O.A.S.

— Ensuite, l'O.A.S., d'une manière assez contradictoire, utilise un autre thème. Elle se présente avec effronterie comme le défenseur de la légalité républicaine, contre la tyrannie gaulliste.

Il est bien évident qu'en défendant de telles positions elle vise surtout à créer un climat de confusion politique, puis d'anarchie, qui lui permettra d'agir et de s'emparer des leviers de commande après avoir entraîné une nouvelle fois l'Armée dans son jeu.

LE TRANSFERT DES HOMMES ET DES ARMES

Les accords Susini-Farès, qui mirent fin à l'action terroriste coordonnée de l'O.A.S. en Algérie et qui sanctionnèrent son échec dans l'implantation d'une zone O.A.S. solide en Oranie, furent le signal du transfert en France des hommes et des armes de l'O.A.S. L'amnistie qui découla de ses accords, l'inorganisation du rapatriement des Français d'Algérie, l'incapacité ou la « complicité » des autorités françaises à assurer un contrôle efficace de ces rapatriements ont permis à l'O.A.S. de procéder impunément au transport de son matériel et de ses effectifs.

D'après les informations les plus sérieuses, plus de 20.000 armes individuelles ou automatiques ont pu être transportées et cachées en France. Elles ont pénétré en métropole, soit dans les bagages ou dans les cadres de déménagement des rapatriés, soit par l'intermédiaire des transports, maritimes ou aériens, affectés au rapatriement de l'Armée française.

Les ports de débarquement utilisés par ces deux voies sont : Marseille, Sète, Port-Vendres et Rouen, d'où les armes débarquées étaient ensuite dirigées vers des « caches » prévues à l'avance et réparties sur tout le territoire métropolitain.

Ce sont des stocks de cet ordre qui ont été découverts récemment dans le 15^e arrondissement de Paris, dans le Tarn-et-Garonne, le Lot et la région marseillaise.

Les hommes des réseaux « Delta », quant à eux, se sont mêlés aux groupes de rapatriés qui ralliaient la métropole et se sont implantés, selon un plan préparé, principalement dans quatre régions : le Sud-Est, le Sud-Ouest, la région parisienne et l'Est. Cependant, les commandos « Delta » d'Oranie n'ont pas rallié directement la France mais ont transité par l'Espagne d'où, après un séjour dans des camps de réadaptation situés dans la région d'Alicante, ils ont été dirigés sur San Sebastian où l'ex-général Gardy a installé son P.C.

P A R M I N O U S

et d'où partent les filières de passage clandestin de la frontière espagnole.

On estime que presque tous les réseaux « Delta » d'Oranie sont maintenant en France.

Selon les services de sécurité, c'est au moins 400 réseaux « Delta » qui sont actuellement implantés ici, dont une centaine dans la région parisienne.

Un réseau « Delta » est composé de 4 à 10 hommes encadrés soit par un officier, ou sous-officier, déserteur ou ancien parachutiste, ou par un repris de justice pied-noir. Sa mission est de tuer, de voler, de dynamiter.

A côté de ces réseaux « Delta », tous venus d'Algérie, il existe en France une organisation proprement métropolitaine qui recrute sur place ses effectifs parmi les milieux d'extrême-droite et les poujadistes. Ces effectifs métropolitains seraient moins nombreux et surtout moins efficaces que leurs collègues arrivés d'Algérie; ils sont, de plus, mieux repérés par la police.

Au moment de leur départ d'Algérie, chaque membre d'un commando « Delta » a reçu de l'organisation une somme de 300.000 francs lui permettant d'assurer son implantation. Il est vraisemblable que les finances de l'O.A.S. ne permettront pas de renouveler souvent cette opération, aussi s'attend-on à une recrudescence, dès le mois prochain, des hold-up et des attaques d'entreprises.

L'ORGANISATION DE L'O.A.S.-MÉTROPOLE

L'ensemble des forces de l'O.A.S. est placé sous les ordres d'un **état-major métropolitain** qui reçoit ses ordres de l'état-major général du soi-disant « C.N.R. » à l'étranger.

On sait que cet état-major métropolitain commande à trois services nationaux : l'O.R.O., l'O.M., l'A.P.P. qui ont chacun des directions régionales calquées sur celles des régions militaires. La région parisienne forme **une zone autonome**, la zone autonome de Paris (Z.A.P.) qui dépend directement de l'état-major « national » sans passer par les services O.R.O., O.M. et A.P.P. De même, cet état-major dispose d'un groupe d'action spéciale qui peut agir dans toutes les régions sans communication avec la hiérarchie régionale : la **Mission III**.

Le service O.R.O. (Organisation, Renseignements, Action) est chargée de l'action et du renseignement. Il groupe les 400 réseaux « Delta » venus d'Algérie et les groupes d'action métropolitains. Il coordonne l'action des multiples réseaux de renseignements qui sont « dilués » dans l'Armée, dans la Police, dans l'Administration et dans la Presse. Le service O.M. (Organisation des Masses) groupe les réseaux d'hébergement, de « planques » de matériel, d'agents de liaison, le système des boîtes aux lettres. Il est également chargé du « recrutement ».

Le service A.P.P. (Action Psychologique, Propagande) « digère » les renseignements, intoxique, exploite la presse clandestine.

L'état-major de l'O.A.S. métropole a été dirigé par le colonel de Blignères, actuellement sous les verrous depuis près d'un an; il ne semble pas avoir été remplacé officiellement. Le commandement par intérim est assuré par le **capitaine Sergent** et par le **capitaine Curutchet** qui remplaça le lieutenant Godot lorsque celui-ci fut arrêté lors de l'attentat contre Yves Le Tac au Val-de-Grâce.

La mission III, placée sous les ordres de Sergent, est dirigée par **Watin**, dit « la Boîteuse », recherché pour l'attentat du Petit-Clamart. Elle avait été dirigée précédemment par Canal (condamné à mort). Castille et Vincent (plastiqueur de la petite Delphine Renard) appartenaient à la mission III avant leur arrestation.

L'ORGANISATION EXTÉRIEURE A L'ÉTRANGER

A côté de cet appareil métropolitain, il faut noter l'existence, depuis l'indépendance de l'Algérie, d'une **organisation extérieure confiée au colonel Dufour**. La mission de cette organisation extérieure est d'installer près des frontières françaises, en Belgique, en Allemagne, en Suisse, en Italie et en Espagne un certain nombre de bases de l'O.A.S. qui servent de P.C., de point de départ et de refuge aux commandos spéciaux qui, une fois leurs crimes commis en France, se

replient dans ces bases. Certaines de celles-ci ont été démantelées récemment par la police belge.

Le colonel de la Bigne est, enfin, chargé de la liaison entre les groupes politiques d'Allemagne et d'Espagne.

LES EFFECTIFS DE L'O.A.S.

Les effectifs de l'O.A.S. sont malaisés à déterminer mais, compte tenu de ce qui précède, on peut dire que les commandos « Delta », retour d'Algérie, représentent un **minimum de 1.600 hommes généralement prêts à n'importe quelles exactions.**

Le recrutement proprement métropolitain doit être du même ordre.

Mais à ses effectifs d'« action », il faut ajouter le flot des agents « occasionnels » et des réseaux de soutien qui couvrent toute la campagne française, particulièrement en pays chouan, dans le Sud-Est, dans le Sud-Ouest et dans l'Est.

Toute cette masse hétéroclite est encadrée en partie par des déserteurs. Encore que les désertions soient souvent cachées par l'Armée, on estime au minimum que **75 à 100 officiers sont considérés comme déserteurs**, 30 d'entre eux ont été repris, **mais le mouvement de désertion n'a pas cessé et continue notamment dans l'arme blindée et parachutiste, en Allemagne et en métropole.**

LE « C.N.R. »

Cet état-major métropolitain et ses effectifs sont placés sous l'autorité générale des colonels **Argoud, Godard et Gardes**; Bidault et Soustelle ne constituant qu'un paravent politique. Des dissensions existent encore, quoiqu'en dise l'O.A.S.-C.N.R., avec d'autres chefs activistes, notamment Gardy en Espagne et les hommes de Madrid considérés comme plus ou moins incapables : Lagailarde, Ortiz, Lacheroy, etc.

Cependant, il ne faut pas sous-estimer l'influence que ceux-ci possèdent encore sur certains commandos « Delta » d'Algérie et d'Oranie.

Enfin Argoud, Godard, Gardes semblent jouir d'une grande liberté de manœuvre en Allemagne, en Belgique, en Suisse et en Italie et c'est vraisemblablement à **Berlin-Ouest que se tiennent les réunions au sommet.**

LA TACTIQUE DE L'O.A.S.

La politique de l'O.A.S. est la suivante :

Provoquer et entretenir la confusion politique et développer une violente campagne anti-communiste.

Impressionner ensuite l'opinion par l'institution d'un climat d'insécurité grâce à l'action coordonnée des commandos « Delta » que l'on sait ne pas pouvoir être déterminante, mais qui provoquera une psychose de peur dans l'opinion.

Provoquer parallèlement, par tous les moyens, la vacance du pouvoir y compris par des tentatives renouvelées d'assassinat du chef de l'Etat et de personnalités politiques.

Développer ensuite la confusion qui découlera de cette vacance et, à l'issue de celle-ci, **pousser l'Armée à prendre le pouvoir afin de rétablir la « légalité ».**

Il s'agit donc, en fait, de refaire l'opération du 13 mai, étant entendu qu'un de Gaulle ne serait plus là pour détourner les objectifs de la « révolution ».

Les chefs de l'O.A.S. estiment, enfin, que leur dyna-

misme et leur prestige auprès de l'Armée seront alors assez forts **pour que, dans le gouvernement qui sera issu de ce coup d'Etat**, quatre postes-clefs leur soient personnellement confiés : la **Défense nationale, l'Intérieur, le Travail et l'Information.**

Ils estiment également que les politiciens professionnels ne doivent pas être complètement éliminés et que tout doit être fait, dès maintenant, **pour se concilier certains partis politiques qui recevront des postes ministériels.**

Il est sans doute difficile de croire que de tels plans puissent se réaliser !

Aux sceptiques on pourra indiquer que le 13 mai aussi paraissait irréalisable.

L'ARMÉE ET L'O.A.S.

Il faudrait également ne pas sous-estimer le malaise qui règne dans l'Armée et particulièrement dans l'arme blindée et les parachutistes.

L'affaire d'Algérie a laissé des traces durables dans l'Armée; elle en fait un milieu très sensibilisé à la propagande de l'O.A.S.

Cela d'autant plus que les difficultés d'insertion sociale des cadres créent l'existence d'un véritable « ghetto » militaire coupé volontairement du reste de la nation et qu'obsède la perspective d'un « communisme triomphant ».

Souvenons-nous bien aussi qu'en Algérie les officiers étaient souvent, tout à la fois, instituteurs et préfets, maires de commune ou conseiller général, chef de police ou professionnel de l'action psychologique. Ils disposaient de moyens énormes d'administration, de pression. La perte de tout cela ne peut engendrer que la nostalgie et, pour certains, le désir de tenter en France la conquête d'avantages similaires.

De là à penser que l'Armée se doit de recréer dans ce pays le « **réveil de l'esprit civique** » et de la notion de « patriotisme », il n'y a qu'un pas.

Sans doute, certains cadres éprouvent-ils quelque répugnance vis-à-vis des méthodes de l'O.A.S. **Mais la majorité espère retrouver le « paradis perdu » de l'Algérie en France même.**

Il reste le contingent. On a beaucoup écrit sur sa réaction en Algérie et même en France. Il faut pourtant admettre qu'une action concrète lui sera plus difficile, les officiers n'ayant pas oublié l'efficacité de son opposition durant le putsch d'avril 1961.

Enfin, des milliers de fonctionnaires rapatriés et réintégrés dans les rangs de l'administration représentent, dans la mesure où ils demeurent sympathisants de l'O.A.S., un danger certain et un frein apporté à la lutte généralisée contre l'O.A.S.

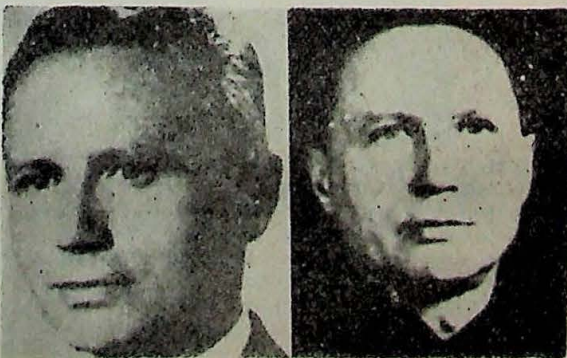
Ce noyautage de l'Administration par les sympathisants de l'O.A.S. rapatriés créé, dès maintenant, un grave malaise notamment chez les policiers républicains chargés de la lutte contre l'O.A.S.

LES ASSASSINS SONT PARMIS NOUS, MINORITAIRES.

Il est vain d'épiloguer sur ce qui aurait pu être fait pour éviter la pénétration en France et dans l'administration de l'Etat de cet appareil de pourrissement et de subversion.

Mais devant un danger aussi **RÉEL** et aussi **IMMÉDIAT**, le peuple et les démocrates doivent s'unir pour exiger d'abord l'élimination de ceux qui trahissent la Nation par pusillanimité, par opportunisme ou par conviction.

Si l'on veut éviter ensuite que le terrorisme appelle le **CONTRE-TERRORISME** et que la gangrène algérienne envahisse à son tour la France en la plongeant dans la nuit du fascisme, **IL FAUT QUE LE PEUPLE S'ORGANISE ET MONTRE SA FORCE, SANS QUOI IL EN SERA FINI DES LIBERTÉS. LA FRANCE DEVIENDRA SEMBLABLE A CES « RÉPUBLIQUES » SUD-AMÉRICAINES OÙ LES OFFICIERS « S.A.S. » SE PARTAGENT L'ADMINISTRATION DES COMMUNES, DES PRÉFECTURES ET DES SERVICES CENTRAUX, EN MÊME TEMPS QUE LA DIRECTION DES CAMPS DE CONCENTRATION ET DES PRISONS.**



D U F O U R

Condamnés avec sursis

AMET Bernard. Capitaine. Juillet 1961 : un an avec sursis.

BASSET Henri. Lieutenant. Juillet 1961 : un an avec sursis.

BESINEAU. Capitaine au 1^{er} R.E.P. Gendre de Gardy. Juillet 1961 : deux ans avec sursis.

BONELLI Marcel. Capitaine au 1^{er} R.E.P. Juillet 1961 : deux ans avec sursis.

BOTELLA. Commandant. Août 1961 : un an avec sursis.

BRANCA Guy. Capitaine infanterie du 2^e R.E.P. Juillet 1961 : un an de prison avec sursis. Décembre 1961 : rallie l'O.A.S.

CAMELIN Julien. Commandant. Adjoint de Jouhaud. Mars 1961 : arrêté. Juillet 1961 : trois ans de prison avec sursis. Reprend immédiatement du « service » pour l'O.A.S. Mars 1962 : arrêté à Oran avec Jouhaud.

CARRETE. Capitaine du 1^{er} R.E.P. Juillet 1961 : deux ans de prison avec sursis.

CASATI Robert. Chef d'escadron. Inculpé dans le complot de Paris. Avril 1961 : arrêté à Paris. Septembre 1961 : acquitté. Reprend l'activité E.M./O.A.S. région parisienne. Février 1962 : arrêté lors de l'affaire Pirche avec le Colonel De Seze.

CHATEAU-JOBERT Pierre, alias « Connot ». Colonel E.M./30 R.N. Compagnon de Libération. Mai 1961 : aux arrêts de forteresse. Relâché plus tard. Janvier 1962 : disparaît de Versailles, déserte et rallie l'O.A.S.

CLEDIC Marcel. Capitaine d'aviation. Appartient à la base militaire de Blida. Août 1961 : trois ans de prison avec sursis.

COIQUAUD Pierre. Capitaine. Juillet 1961 : un an avec sursis.

DURAND-RUEL. Lieutenant. Juillet 1961 : deux ans avec sursis.

FIRMAS. Lieutenant. Août 1961 : deux ans de prison avec sursis.

FRAPOLLI. Etudiant. Avril 1962 : cinq ans de prison avec sursis.

GUILLAUME Pierre. Capitaine de corvette. Adjoint maritime de Challe. Mars 1961 : arrêté en Algérie. Août 1961 : quatre ans de prison avec sursis. Rallie l'O.A.S. dès la fin août. Mars 1962 : un mandat d'arrêt est lancé contre lui. Mars 1962 : arrêté.

GUIZIEN. Commandant d'infanterie. Avait donné une partie de son régiment de harkis lors du putsch. Août 1961 : un an de prison avec sursis.

HUSTAIX. Capitaine A.B.C. Août 1961 : trois ans de prison avec sursis.

LABRIFFE. Lieutenant. Muté en Métropole, il avait regagné l'Algérie pour le putsch. Août 1961 : trois ans de prison avec sursis.

LAMOTHE. Commandant de cavalerie. Trois ans de prison avec sursis.

LEFEVRE Bernard. Leader politique des activistes algériens. Mars 1961 : acquitté (pour les barricades). Va en Espagne où il fonde « Les Forces Nouvelles Françaises ».

LE BOURHIS. Lieutenant-colonel d'aviation. Appartient à la base de Blida. Août 1961 : deux ans avec sursis.

LENUXEUR. Sergent. Aurait appartenu au maquis « Algérie Française ». Décembre 1961 : un an de prison avec sursis.

LOUSTEAU. Commandant d'aviation. Août 1961 : cinq ans de prison avec sursis.

LUCA. Sergent. Aurait appartenu au maquis « Algérie Française ». Décembre 1961 : un an de prison avec sursis.

LUCETTI Noëlle. Ancienne secrétaire de Salan. Septembre 1961 : arrêtée. Un an de prison avec sursis.

MARCHELIDOM. Colonel de l'armée de l'air. Décembre 1961 : trois ans de prison avec sursis.

MARI Jacques. Secrétaire de Salan. Septembre 1961 : deux ans de prison avec sursis.

MENTRE. Général d'aviation exclu de l'armée. Ancien commandant interarmée au Sahara. Avril 1961 : lance un message à ses troupes pour les avertir que Challe avait repris en main la destinée de l'Algérie. Juillet 1961 : cinq ans de prison avec sursis.

MONTAGNON Pierre. Capitaine d'infanterie. Officier du 1^{er} R.E.P. Juillet 1961 : un an de prison avec sursis. Rallie l'O.A.S. Avril 1962 : arrêté au moment de l'opération Gardes dans l'Ouarsenis.

MOSCONI. Capitaine d'aviation. Appartient à la base de Blida. Août 1961 : trois ans de prison avec sursis.

MUGICA. Aspirant-médecin. Août 1961 : acquitté (bien que l'avocat général ait conclu à sa culpabilité). Mai 1962 : incarcéré à la Santé (impliqué dans la zone autonome de Paris).

MURA Raymond. Capitaine parachutiste. Ancien officier des groupes de commandos parachutistes. Décembre 1961 : trois ans de prison avec sursis. Février 1962 : arrêté, s'évade du Camp de Saint-Maurice de l'Ardoise. Rallie l'O.A.S.

PENDUFF. Commandant. Appartient à la base de Blida. Août 1961 : deux ans de prison avec sursis.

PEREZ Jean-Claude. Médecin. Mars 1961 : acquitté (procès des Barricades). Un des principaux dirigeants de l'O.A.S. en Algérie. Serait en Espagne avec un demi milliard de francs.

PICOT D'ALIGNY D'ASSIGNY Olivier. Lieutenant du 1^{er} R.E.P. Juillet 1961 : deux ans de prison avec sursis. Rallie l'O.A.S. Février 1962 : arrêté à Alger.

PONSOLE. Capitaine du 1^{er} R.E.P. Septembre 1961 : deux ans avec sursis.

PUGA. Lieutenant-colonel de cavalerie. Ancien chef de cabinet du Maréchal Juin et du cabinet de Zeller. Avait emmené sur Alger deux escadrons dans la nuit du putsch. Août 1961 : cinq ans de prison avec sursis. Rallie l'O.A.S.

RIOUAL. Commandant infanterie de marine. Etat-major Godard. Septembre 1961 : deux ans de prison avec sursis.

RUBIN DE SERVENS. Capitaine du 1^{er} R.E.P. Juillet 1961 : deux ans de prison avec sursis. Rallie l'O.A.S.

SANNE Jean-Marie. Professeur au Lycée de garçons de Montpellier. Affecté à l'Etat-major de Massu. Avril 1961 : acquitté (pour les barricades). Mars 1962 : arrêté (activisme).

SOUETRE René. Capitaine commando parachutiste. Appartient aux maquis « Algérie Française » en Oranie. Décembre 1961 : trois ans de prison avec sursis. Janvier 1962 : s'évade du camp de l'Ardoise. Rallie l'O.A.S.

SUSINI Jean-Jacques. Dirigeant de « Jeune Nation ». Animateur des barricades. Février 1960 : arrêté. Novembre 1960 : le tribunal des forces armées le met en liberté provisoire bien qu'il soit apparu au procès comme un théoricien nazi. Décembre 1960 : s'enfuit en Espagne avec Lagaillarde. Mars 1961 : deux ans de prison avec sursis pour les barricades. Prépare le putsch, puis disparaît lors de son effondrement. Condamné à mort par contumace. Un des dirigeants civils de l'O.A.S. à Alger.

TROUETTE Albert. Lieutenant-colonel de l'Armée de l'Air. Septembre 1961 : trois ans de prison avec sursis.

TROUILLAS. Lieutenant de l'Armée de l'Air. Août 1961 : cinq ans de prison avec sursis.

VALLAURI. Capitaine. Juillet 1961 : cinq ans de prison avec sursis.

YSQUIERDO. Capitaine du 1^{er} R.E.P. Juillet 1961 : un an de prison avec sursis.

ZIEGLER Pierre. Capitaine. Août 1961 : un an de prison avec sursis. etc...

Les Évadés

« Ce n'est pas de ma faute si la V^e République laisse ses rebelles courir au cœur de Paris » déclare Serge Groussard, le 28 juillet 1961, à la police après avoir déjeuné aux Champs-Élysées avec Lacheroy.

BOUGRENET DE LA TOCNAYE Alain. Lieutenant d'artillerie 1/1^{er} R.A. Déserteur. A Alger, il crée un réseau O.A.S. et un dépôt d'armes. Arrêté. Janvier 1962 : s'évade de la Santé. Mai 1962 : par défaut, dix ans de réclusion et 10.000 NF d'amende. Septembre 1962 : arrêté, revendique la direction de l'attentat contre de Gaulle.

CABANNE Philippe. Septembre 1961 : arrêté à Alger, transféré à Paris. Janvier 1962 : s'évade.

CAUNES Jean-Paul. Appartient au réseau Sud-Est. Septembre 1961 : appréhendé (il transportait 150 kilos de plastic). Inculpé. Décembre 1961 : s'évade de Mont-de-Marsan. Juillet 1962 : vingt ans de détention criminelle par défaut.

CETEAUX Luc-Emile. Réseau O.A.S. Sud-Est. Septembre 1961 : arrêté et inculpé. Décembre 1961 : s'évade du Mont-de-Marsan. Repris quelque temps après. Quatre ans de prison ferme.

CHAILLAN André. Septembre 1961 : arrêté à Alger, transféré en France. Janvier 1962 : s'évade.

FERRE Jean-Marie. Directeur de l'hebdomadaire « C'est-à-dire ». Interné administrativement au camp de Saint-Maurice de l'Ardoise. Juillet 1962 : libéré et assigné à résidence à domicile. S'enfuit et gagne l'Espagne.

GUERITOT Jacques, dit « Pacha ». Chef de l'O.A.S. de l'Est réseau « Edelweiss » qui comprend les Vosges et la Moselle. Juin 1962 : appréhendé, demanda aux policiers de le laisser prendre des vêtements. Laisse seul, s'enfuit par la fenêtre.

KAYANAKIS. Lieutenant. Membre du réseau du Sud-Ouest. Septembre 1961 : arrêté et inculpé. Décembre 1961 : s'évade de Mont-de-Marsan. Mai 1962 : repris à Paris. Juillet 1962 : dix ans de détention criminelle.

MENINGAUD Jean. Sous-lieutenant d'infanterie B.A.J. Mars 1961 : sept ans de réclusion pour les Barricades. S'évade peu après. Passe en

Espagne. Mars 1962 : rallie l'O.A.S.

MONTPEYROUX. Février 1961 : arrêté à Alger. Juillet 1961 : transféré à Paris. S'évade de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu avant son procès.

MICHEL Claude. Serait un des chefs d'un commando O.A.S. Serait l'instigateur du meurtre de Maurice Van Cauvenberghe et de l'attentat de Conflans-Ste-Honorine. Décembre 1961 : interné au camp de l'Ardoise. S'évade. Juin 1962 : arrêté.

RONDA Marcel. Mars 1961 : condamné pour les Barricades. S'évade, serait en Espagne.



SAINT-REMY (de) Philippe. Capitaine A.B.C./C.A.R. n° 1. Aide de camp du Ministre des Anciens Combattants. Avril 1961 : gardé à vue, puis inculpé. Septembre 1961 : condamné à cinq ans de détention criminelle. S'évade de l'hôpital Begin. A quitté Paris, rejoint l'O.A.S.

SAUVEUR Jacques. Lieutenant d'infanterie 137^e R.I. Appartient au groupe Delta. Auteur d'attentats au plastic. Octobre 1961 : arrêté et inculpé. Avril 1962 : quatre ans de prison. Mai 1962 : s'évade et rejoint l'O.A.S. Août 1962 : repris et écroué.

VAILLY Roger. Commandant parachutiste. Chef Bataillon C.A.R. n° 1. Ancien militant de « Jeune Nation ». Détenu à Fresnes pour le putsch. Juillet 1961 : s'évade de l'hôpital Begin à Saint-Mandé. Février 1962 : condamné à mort par contumace.

VAN DER BRULE DE REGIS. Capitaine. Neveu de Bernard Lafay. Aide de camp, jusqu'en 1959, de M. Triboulet, ministre des Anciens Combattants. Instigateur de l'assassinat de M. Locussol. Janvier 1962 : arrêté et inculpé. Mars 1962 : s'évade de l'Hôpital Militaire de Lille. Rejoint l'O.A.S.



VAUDREY Roland. Colonel IMA/C.A.R. n° 1. Adjoint de Godard. Avril 1961 : gardé à vue, puis inculpé. Septembre 1961 : condamné à dix ans de détention criminelle (pour le complot de Paris). S'évade de l'hôpital Begin de Saint-Mandé. Rallie l'O.A.S.

VERITE Henri. Vrai nom Talbottier Roger. Serait responsable d'un stock d'explosifs découvert dans un garage rue de Javel. Août 1962 : appréhendé. Septembre 1962 : s'évade, alors qu'il était transféré de la Sûreté Nationale au dépôt. etc...

LA GRANDE PRESSE ET L'O.A.S.

Isolée au milieu du pays, vomie par la grande majorité de la population, l'O.A.S. avait terriblement besoin d'alliés : non seulement des complices actifs, mais aussi des sympathisants capables de créer un climat en disant souvent : « Moi je ne suis pas de l'O.A.S., mais il faut reconnaître que ces gens-là, etc. ». Sans un tel climat créé par les sympathisants, impossible de trouver et de garder les complices proprement dits.

Le rôle des gens, dont l'autorité a créé dans certains milieux ce climat « bienveillant » dans lequel l'O.A.S. a pu se développer, a donc été capital ; parmi eux il faut mentionner au tout premier plan, à côté des députés, conseillers municipaux et généraux pro-O.A.S. ou « neutres-sympathisants », un certain nombre de journaux et de journalistes.

Au premier rang, il y a naturellement les organes fascistes classiques, héritiers de la collaboration et de Vichy : Rivarol ou, par Cousteau hier et Lucien Rebatet aujourd'hui, la filiation est directe avec le *Je suis partout* de l'occupation. Ce journal a constamment tenté de justifier idéologiquement l'O.A.S. C'est lui qui a imprimé la phrase de Mussolini : « La violence, pour nous, est loin d'être un sport ou un amusement ; elle est comme la guerre, une dure nécessité à certaines heures historiques. » Ensuite, *Aspects de la France* et la *Nation Française*, qui se disputent la clientèle maurrassienne.

Parmi les hebdomadaires de style moins ancien, il faut noter *Carrefour* qui a évolué progressivement du gaullisme au fascisme. Ses éditorialistes ont été d'abord Soustelle puis Bidault et, le 8 novembre 1961, ce journal a publié sous le titre « Le vrai visage de l'O.A.S. » deux pages entières de P.-H. Marçais à la gloire de ces nouveaux nazis. Citons aussi un bizarre journal publié sur papier bleu et dont le nom est une escroquerie : *Le Journal du Parlement*. Ce journal n'a en effet rien d'officiel, mais par son titre il induit bien des gens en erreur ; envoyé gratuitement à de nombreuses personnalités, aux conseillers généraux et à de nombreux maires qui le prennent pour un journal semi-officiel, il a une influence dépassant son tirage ; personne ne sait d'où il tire ses moyens financiers. Faisant appel, comme collaborateurs, à des hommes politiques de diverses nuances qui n'arrivent pas à placer leur prose ailleurs, il a une apparence d'objectivité d'autant plus dangereuse que tout l'essentiel de son contenu et ses principaux articles (Soustelle y écrit encore) sont consacrés à l'exposé des thèses d'extrême-droite et en particulier à la défense subtile de l'O.A.S.

Parmi les grands quotidiens parisiens, celui qui a certainement le plus aidé l'O.A.S. est le *Parisien Libéré*, tirage 850.000. Il appartient, comme *Carrefour*, au groupe Amaury. D'apparence populaire, semblant pour le lecteur ignorant « ne pas faire de politique », lu par une clientèle ouvrière et même souvent par des ouvriers communistes, c'est un des plus pernicieux organes d'intoxication. Il défend habilement la position de l'O.A.S. dans ses éditoriaux, cache tout ce qui pourrait montrer le caractère nazi et terroriste de l'O.A.S. et met en valeur ses « exploits » quand ceux-ci ne paraissent pas devoir choquer la population.

Ainsi, le 10 novembre 1961, après l'assassinat à Alger du commissaire Joubert par l'O.A.S., le journal titre en première page : « Alger : un commissaire principal est tué », en page intérieure : « Fusillade à Alger, le commissaire Joubert est tué », sans que nulle part l'O.A.S. soit mentionnée. Le 5 décembre, à propos des obsèques du plasticien tué à Alger par une patrouille, le journal écrit : « Vive effervescence à Constantine à l'occasion des obsèques d'un jeune Français de souche tué par une patrouille de gendarmes. » Il s'agit pour le journal, dans le premier cas, de laisser ses lecteurs penser que le commissaire Joubert a été peut-être tué par un musulman et, dans le second, il s'agit de susciter leur indignation contre la gendarmerie. Cette attitude, si habile qu'elle soit, a d'ailleurs fini par être comprise par les lecteurs puisque la clientèle du *Parisien Libéré* a baissé de 10 %. A l'intérieur même du journal, deux membres de la rédaction ont démissionné et un comité antifasciste s'est créé groupant les représentants d'une grande partie du personnel.

Un autre grand quotidien, moins ouvertement pro-O.A.S., mais dont l'attitude dans ce domaine a été perfide et dangereuse, est *l'Aurore*, appar-

tenant au magnat du textile Boussac et dont le directeur est M. Bony-Lazurik. Ce journal, qui a été un des porte-voix du colonialisme en Afrique et de l'Algérie française (ce qui est naturel étant donné l'intérêt de Boussac et de l'Algérie française pour la conservation du marché fermé des cotonnades en Afrique), a, lui aussi, essayé constamment de défendre le terrorisme de l'O.A.S., mais moins en le dissimulant qu'en le justifiant par l'ancien terrorisme du F.L.N. Moins nettement engagé que le *Parisien Libéré* aux côtés de l'O.A.S., le journal de MM. Bony et Boussac s'est trouvé par contre particulièrement bien placé pour mener la plus violente campagne de la presse française pour la clémence et l'indulgence pour les assassins de l'O.A.S. et de leurs chefs. A *l'Aurore* aussi, la ligne du journal a provoqué une crise intérieure. M. Frossard qui signait « Rayon Z » a désavoué le terrorisme de l'O.A.S. puis a quitté *l'Aurore* et écrit maintenant au *Figaro* et au *Nouveau Candide*.

Tels sont les organes qui, plus ou moins ouvertement, se sont montrés les alliés des assassins de l'O.A.S. Mais il faut ajouter qu'une grande partie de la grande presse française, tout en se montrant moins nettement complice, a pendant très longtemps évité de prendre carrément ses distances. Dans la presse de Paris, des journaux comme *Combat* (appartenant au financier Smadja), *Paris-Jour* (appartenant à l'éditeur italien Del Duca), *Paris-Presse* (appartenant au constructeur d'avions de guerre Bloch-Dassault) et les deux grands hebdomadaires, *Match* (appartenant à l'industriel lainier Prouvost) et *Jours de France* (appartenant aussi à Bloch-Dassault) ont ainsi évité le plus possible de prendre une position ferme et ont trop souvent tendu à donner des crimes de l'O.A.S. une présentation pseudo-objective et « sportive », minimisant l'horreur de ses actes. Beaucoup de ces journaux ont aussi nettement appuyé l'offensive de la clémence pour les assassins.

Les seuls grands quotidiens de droite et du centre, ayant présenté ces crimes et ces criminels pour ce qu'ils étaient, ont été le *Figaro* et *France-Soir* ; encore le *Figaro* ne s'est-il durci que peu à peu et son directeur a-t-il, lui aussi, participé à l'offensive de clémence.

Il faut bien comprendre, en effet, qu'il y a dans l'attitude de toute cette presse, qu'elle soit ouvertement pro-O.A.S., neutre ou réellement scandalisée par les agissements de ces criminels, un point commun : ces journaux ne sont pas des organes libres et indépendants ; ils appartiennent à diverses branches du grand capital français, lequel, si peu enclin soit-il à approuver le terrorisme pour le moment, ne veut cependant pas se couper de la possibilité de faire alliance un jour avec l'O.A.S. et ses tueurs, si cela devient nécessaire pour empêcher un succès politique de la gauche — par exemple après la mort de de Gaulle. C'est cela, en particulier, qui explique la campagne pour la clémence s'étendant même à un journal comme le *Figaro*. Fait à noter : l'information objective donnée par *France-Soir* sur l'O.A.S. a été la source d'une hostilité croissante du trust Hachette, auquel ce journal appartient, contre la rédaction du journal.

C'est pourquoi la bataille contre l'O.A.S. a été essentiellement menée par les quotidiens et les hebdomadaires de gauche : *Libération*, *l'Humanité*, *le Populaire*, *l'Express*, *France-Observateur*, *France-Nouvelle*, *le Canard Enchaîné*, *Tribune Socialiste*, par l'hebdomadaire catholique de gauche, *Témoignage Chrétien*, par le *Monde* et bien qu'avec moins de combativité par le quotidien catholique la *Croix*. Aussi bien s'agit-il là des seuls quotidiens et hebdomadaires parisiens indépendants d'un groupe financier ou industriel.

Dans la presse de province, la situation n'est pas très différente. Sans doute n'y trouve-t-on aucun journal de quelque importance qui ait exprimé une position pro-O.A.S. comme le *Parisien Libéré* et *l'Aurore*, mais avec des nuances diverses, et à l'exception de quelques rares grands quotidiens combattifs, comme la *Dépêche du Midi* de Toulouse, c'est la neutralité qui a été de règle : rares en tout cas ont été les grands quotidiens de province qui ont vraiment mené la guerre contre l'organisation nazie. Les raisons en sont les mêmes que pour la presse parisienne. Le capitalisme régional n'a pas une mentalité différente du capitalisme parisien, et sa presse reflète ses arrière-pensées.

LA PRESSE CLANDESTINE DE L'O.A.S.

La plupart des commandos opérationnels métropolitains de l'O.A.S. se sont groupés, depuis le 1^{er} juillet 1962, au sein de l'Armée Nationale Secrète, sous la direction de l'organisme intitulé scandaleusement « Conseil National de la Résistance ». L'organe de celui-ci a pour nom *Vive la France*, le bulletin O.A.S.-Presse-Action, émanant des équipes de propagande des réseaux métropolitains de l'O.A.S. ayant lui-même changé son titre pour celui de *France-Presse-Action*. Ainsi est-il clairement indiqué que les objectifs sont désormais « nationaux » et le cadre d'action « métropolitain ». Il est désormais hors de doute que grâce à des complicités puissantes et nombreuses, les tracts et journaux de l'« A.N.S. » et du « C.N.R. » sont imprimés et diffusés en France avec une facilité relative. Le tirage original de *Vive la France* serait de 4.000 exemplaires et le tirage total, compte tenu des rééditions de province,

atteindrait 20 à 30.000 exemplaires. Exagérés ou non, ces chiffres puisés aux sources activistes « officielles » ne peuvent pas ne pas provoquer quelque inquiétude.

La lecture des récentes publications met en lumière les buts de l'organisation. L'objectif numéro un des activistes est, évidemment, la chute de l'actuel régime, première étape vers la mise en place d'un gouvernement de Salut Public chargé de mener à bien « la révolution socialiste d'un patriotisme européen » : liquidation des séquelles du régime, mise en jugement de ses représentants coupables de... forfaiture, instauration d'un régime populaire opposé aussi bien au grand capitalisme qu'au communisme international, etc., etc. On reconnaît là la démagogie « nationale socialiste » de style hitlérien. L'analogie va plus loin. La partialité, l'invective, l'injure constituent la toile de fond des analyses politiques de l'O.A.S.,

avec les descriptions de la « fin de l'Empire » et « du reniement de la Nation ». Parallèlement, la presse activiste exalte la supériorité de notre « race » seule capable de réduire l'anarchie « barbare ou berbère ». Cultiver le racisme et l'humiliation dans la clientèle de rapatriés et d'officiers aigris que l'on veut recruter, se donner des airs révolutionnaires et antibourgeois, exalter des mythes aussi absurdes que la « reconquête de l'Algérie », tout cela vise au regroupement d'une horde d'illuminés qui peuvent faire énormément de mal et qui, en cas d'épreuve de force entre les milieux réactionnaires et les forces démocratiques en France, à la mort de de Gaulle, deviendront tout naturellement l'avant-garde et le fer de lance de la coalition de l'état-major, de la police et du grand capital — comme le fascisme l'a toujours été.



GOREL Raymond, Jean, Joseph, alias Cimenterre. Lieutenant-Colonel (intendance). En congé spécial sur sa demande. Trésorier de l'O.A.S. Arrêté en septembre 1962.

C'est à lui que fut adressée la lettre de Salan trouvée sur André Canal lors de son arrestation.

Le 4 mai 1962.

« Pour Cimenterre le trésorier.

« Comme je vous l'avais demandé, avant ce qui m'est arrivé, il est indispensable de mettre à la disposition de celui qui me remplace maintenant (1) la somme de 100 millions.

« Toutes indications vous seront fournies sur les possibilités de transfert.

« De même, les 100 millions qui devaient être mis à la disposition du capitaine B. sont à lui remettre au plus tôt.

« Je vous serais reconnaissant d'y joindre 10 millions pour les frais du procès.

« Voyez avec l'Auvergnat (2) pour qu'il vous aide dans les transferts. »

Amical souvenir,
signé : Salan.

(1) Ma décision du 1^{er} avril 1962.
(2) Votre ancien patron.

La décision du 1^{er} avril, à laquelle cette lettre fait allusion, était ainsi conçue :

« Décision du 1^{er} avril 1962.
« Décision n° 32/O.A.S./106.

« Le général Jouhaud vient d'être arrêté. Il devait être mon successeur normal pour le cas où moi-même je disparaîtrais.

« J'estime en conséquence que je me dois de faire connaître que je constitue le président Georges Bidault comme mon remplaçant à la tête de l'O.A.S. »

Fait à Alger, le 1^{er} avril 1962.

Signé : SALAN.
Général Raoul Salan,
chef de l'O.A.S.

DECLARATIONS DE SALAN

Le 9 mai 1961 : « Nous vaincrons car Dieu nous aide. Les yeux fixés sur Sainte-Jean-d'Arc, nous allons engager cette ultime croisade dont dépend le sort de l'humanité. »

Le 10 octobre 1961 : « L'O.A.S. est notre bouée de sauvetage. »

Le 7 novembre 1961 : « Le jour viendra où Dieu fera triompher la juste cause. »

Le 22 mars 1962 : il ordonne aux cadres de l'armée de ne plus obéir, il donne aux officiers un délai de réflexion, après quoi ils seront considérés comme « au service d'un Etat étranger ».

Résultat : Le 29 mars 1962, Salan « redonne leurs galons » aux officiers déchus dont les noms suivent :

Les capitaines Branca, Camelin, Montagnon, Le Pivain (tué dans l'Ouarsenis), Picot d'Aligny d'Assignis ; les lieutenants Degueuldre, Delhomme, Albert.

" Il ne saurait y avoir deux Justices " une pour les chefs et une pour les tueurs, a déclaré l'avocat général Raphaël en requérant la peine de mort pour Jouhaud.

SALAN Raoul (général d'armée) chef de l'O.A.S. jusqu'à son arrestation. 1956 : Il est à la tête de la X^e Région Militaire à Alger, où il restera jusqu'en 1958.

Il revient en France et il lui est signifié qu'il ne pourra pas retourner en Algérie.

En octobre 1960 : Il gagne Madrid où il prépare l'O.A.S., et décide de s'emparer du pouvoir.

Avril 1961 : Il s'empare du pouvoir à Alger.

13 juillet 1961 : Condamné à mort par contumace.

21 avril 1962 : Arrêté à Alger.

18 mai 1962 : Lors de son procès, se glorifie d'être le chef de l'O.A.S.

S'est reconnu solidaire des attentats et assassinats de l'O.A.S. (4.000 morts, des milliers de blessés, d'innombrables plasticages).

25 mai 1962 : Condamné à la détention criminelle à perpétuité.

DOVECAR Albert. Yougoslave. Sergent de la Légion étrangère. Chef des tueurs du commissaire Gavoury. Octobre 1961 : arrêté. Avril 1962 : condamné à mort. Juin 1962 : exécuté.

PIEGTS. D'origine autrichienne. Un des tueurs du commissaire Gavoury. Octobre 1961 : arrêté. Avril 1962 : condamné à mort. Juin 1962 : exécuté.

DEGUELDRE Roger. Lieutenant de la Légion étrangère, d'origine belge. Avril 1961 : déserte au moment du putsch. Chef des commandos Delta. Avril 1962 : arrêté. Juin 1962 : condamné à mort. Juillet 1962 : exécuté.

Dans une lettre adressée à Salan, au mois de mars 1962, le Maréchal Juin qualifie l'O.A.S. de « généreux mouvement ».

Liste des officiers

assassinés par l'O.A.S.

Col. Morand, enlevé et tué par l'O.A.S.
Cdt Perret (23 septembre 1961).
Commandant Poste (23 octobre 1961).
Lt-Cdt Rançon (16 décembre 1961).
Lieutenant Petit (3 février 1962).
Cdt Arié Taggr (4 février 1962).
Commandant Bianconi (5 février 1962).
Capitaine Boule (6 février 1962).
Lieutenant Ferrère (2 avril 1962).
Sous-Lt Moutardier (2 avril 1962).
Cdt Bougogne (11 avril 1962).
Cdt Adam-Morin (12 avril 1962).
Commandant Bardy (27 avril 1962).
Lieutenant Borderon (15 mai 1962).
Lt-Colonel Mariot (11 juin 1962).
Médecin-Colonel Mabile (14 juin 1962).
Commandant Kubasiak (juin 1962).
Général Ginestet, blessé mortellement (24 juin 1962).

Commissaires tués par l'O.A.S.

Commissaire Goldenberg (31 mai 1961).
Commissaire Gavoury (31 sept. 1961).
Commissaire Joubert (novembre 1961).

L'assassinat des « civils » n'est certainement pas moins coupable que celui des officiers et des fonctionnaires de la police. Mais le Maréchal Juin, lui, est militaire...

Edmond JOUHAUD

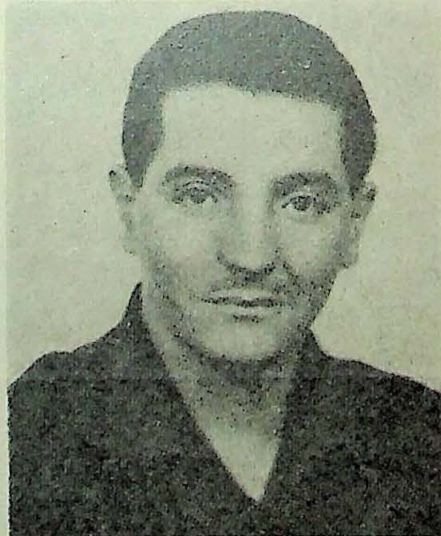
A l'heure du cessez-le-feu, dans une émission pirate, il déclare : « Quant aux traîtres, ceux qui comptent briser notre volonté et qui acceptent d'exécuter les ordres du Gouvernement, qu'ils sachent bien qu'ils auront des comptes à rendre aujourd'hui ou demain, en Algérie comme en Métropole. »

Le 2 décembre 1961 : L'O.A.S. reconnaît qu'elle a fait assassiner M. Maurice Perrier, sous-directeur au Commerce Intérieur à la Délégation Générale.

Le 21 février 1962 : Dans une émission pirate Jouhaud revendique, pour l'O.A.S., le bombardement sur Oujda. Il félicite les pilotes qui l'ont réalisé. Les deux aviateurs seraient le sous-lieutenant Hoerner et le sergent Rancoules.

Ce bombardement a causé plusieurs dizaines de morts parmi la population marocaine et les réfugiés algériens.

Condamnés à mort par contumace



ACHARD Jacques. Adjoint de Salan. Commandant « Willy » dans la clandestinité. Ancien membre du cabinet Debré. Dispose de relations dans la « haute administration ». Dirige les groupes d'actions O.A.S. en métropole. Instigateur de l'attentat contre M. Locussol. Mars 1962 : condamné à mort par contumace.

ARGOUD Antoine. Colonel A.B.C. Adjoint au général, commandant la 6^e R.M. 1958 : chef d'Etat-Major de Massu. Participe au putsch d'avril. Avril 1961 : condamné à mort par contumace. Se réfugie en Espagne où il est mis sous surveillance. Février 1962 : s'évade des Canaries. Dirigeant de l'O.A.S. en métropole. Fait de nombreuses tournées des « popotes » en Allemagne. Juin 1962 : dans une interview, à

un journal belge, Argoud annonce la création d'un Comité Exécutif sous l'autorité de Bidault et de Soustelle.

DE LA BIGNE Michel. Lieutenant Infanterie CI/270 B.C.A. Muté en métropole après l'affaire des Barricades. Avril 1961 : déserte. Février 1962 : condamné à mort par contumace. Agent de liaison Espagne-Allemagne.

BAILET. Elève et chef des activités de la Corniche de Lille. Septembre 1962 : condamné à mort par contumace lors du procès des jeunes activistes Lillois.

BROIZAT Joseph. Colonel Infanterie EN/GS Châlons-sur-Marne. Participe au putsch d'avril. Juillet 1961 : condamné à mort par contumace.

FERRANDI Jean. Capitaine. Collaborateur direct de Salan. Avril 1962 : dix ans de travaux forcés par contumace pour désertion. Mars 1962 : condamné à mort par contumace. Avril 1962 : dirigeant opération des commandos O.A.S. en Oranie.

GARDES Jean. Colonel Inf. C.A.R. n° 1. Inculpé dans l'affaire des barricades et acquitté en juillet 1961 : condamné à mort par contumace. Mars 1962 : dirigeant opération des commandos O.A.S. en Oranie.

GARDY Paul. Général de brigade Légion étrangère. Mai 1958 : nommé inspecteur de la Légion étrangère. Juillet 1961 : condamné à mort par contumace. Mars 1962 : succède à Jouhaud à la tête de l'O.A.S. à Oran.

GODARD Yves. Colonel. Inf./EM Subdivision Nevers. Chef de la sûreté à Alger, après le 13 mai 1958. Fut l'un des chefs du putsch puis disparaît. Avril 1961 : condamné à mort par contumace. Février 1962 : condamné à mort par contumace pour le « complot de Paris ».

HAGAY Roland. Complice de Claude Peintre dans l'assassinat de M^e Popie. Mai 1961 : l'O.A.S. le libère de la prison de Maison-Carrée

en tant que « patriote persécuté pour l'Algérie Française ». Février 1962 : condamné à mort par contumace.

JOUHAUD Edmond. Général. En 1957 : adjoint de Salan. Mai 1958 : vice-président du Comité de Salut Public. Avril 1961 : s'empare du pouvoir. Juillet 1961 : condamné à mort par contumace. Mars 1962 : arrêté à Oran où il était le chef de l'O.A.S. d'Oranie. Mai 1962 : condamné à mort.

LACHEROY Charles. Colonel. IMA (ESG/ORSEN). Mai 1958 : prend la tête des Services d'Informations de Salan. Mai 1961 : destitué. Juillet 1961 : condamné à mort par contumace et déjeûne aux Champs-Élysées. Octobre 1961 : arrêté à Madrid et interné aux Canaries. Juillet 1962 : remis en liberté.

ORTIZ Joseph. Impliqué dans l'affaire du bazooka (attentat contre Salan). Organise la Semaine des barricades. Avril 1961 : condamné à mort par contumace. Octobre 1961 : arrêté à Madrid et interné aux Canaries. Juillet 1962 : remis en liberté.

PEINTRE Claude, alias Christian. Chef du commando « Delta 15 ». Assassin de M^e Popie. Mai 1961 : libéré de la prison de Maison-Carrée par l'O.A.S. en tant que « patriote persécuté pour l'Algérie Française ». Février 1962 : condamné à mort par contumace. Octobre 1962 : arrêté.

SERGEANT Pierre. Capitaine Inf./EM/GS Chartres. Complot de Paris. Participe au putsch. Février 1962 : vingt ans de détention criminelle (complot de Paris). Condamné à mort par contumace (pour le putsch). Constitue un réseau O.A.S. Bretagne. Sur son ordre, une vingtaine de plasticages eurent lieu en France dans la nuit du 10-11 février 1962. Est considéré comme le Chef Militaire par intérim de l'O.A.S. en métropole.

AVRIL 1961

Evian — assassinat du Maire, M. Blanc.
réaction populaire : 15.000 personnes
suivent son enterrement

Riom — charge de plastic contre un pont

Marseille — explosion au Consulat de Tunisie

St-Jean-de-Luz — explosion au Motel Basque

Paris — explosion à la Bourse : 14 blessés

Paris — explosion dans un bar de Montmartre : 4 blessés

Paris — explosion au siège du M.R.P.

Suresnes — explosion chez M. Albert Besançon, Professeur

Rueil — explosion chez le Maire adjoint

Clermont-Ferrand — grenade dans une station-service

Bossey (Hte-Vienne) — explosion d'un transformateur

Paris — explosion près de la Sûreté Nationale, rue des Saussaies

Mesnil-le-Roi — incendie dans le garage du Dr Michel Jamot

Charroux — explosion d'un transformateur

Le Havre — explosion à la permanence U.N.R.

Courbevoie — explosion à la Mairie : 10 blessés

Orly — explosion à l'aérodrome : 1 mort, 1 blessé

Paris — explosion à la Gare de Lyon : 4 blessés, dont 1 grièvement; explosion à la Gare d'Austerlitz : 2 blessés; explosion à la Gare Montparnasse (bombe découverte à la consigne); incendie à « Témoignage et Documents »

Bayonne — explosion à l'Inscription Maritime

Rhône — transformateur endommagé

Aulnay-sous-Bois — grenade dans un café

Haute-Vienne — vol de 30 kilos d'explosifs

Chartres — explosion à la Préfecture de police

MAI 1961

Paris — explosions au Ministère des Affaires Culturelles; au Cercle Républicain : 5 blessés; au Journal « France-Observateur » chez M. Louis Boissonnet, Conseiller Municipal; près des bureaux de M. Malraux

Lyon banlieue — attentat contre un transformateur E.D.F.; au Journal « Progrès de Lyon »

Montgeron — explosion chez l'adjoint au Maire

Paris — explosion devant la librairie du P.C. rue du Vieux-Colombier

Périgueux — explosion chez M. Zinguerewitch

Ivry-Petit-Bourg — explosion chez M. Boscher, Maire

Paris — explosion aux Editions Maspéro des coups de feu à la Mosquée

Bordeaux — explosion à l'imprimerie centrale

Courbevoie — attentat contre le Maire, M. Deprez, déjà plastiqué en avril dans la Mairie

Boissy-la-Rivière — explosion au Centre d'Etudes de la C.F.T.C.

JUIN 1961

Malagar — explosion chez M. Mauriac

Bordeaux — explosion chez M. Chabrat, adjoint au Maire

Pessac — bombe dans la voiture du D^r Dalbos, Maire

Paris — explosion dans un hôtel nord-africain du 19^e : 10 blessés; explosion chez M. Pierre Ferri, Député

Angoulême — explosion à la Préfecture

Mont-de-Marsan — explosion chez le D^r Jean Blum

Paimpont (Morbihan) — explosion chez M^{me} Chalmet

Marseille — explosion dans une école maternelle; à la permanence du P.C.; à la Fédération du P.C.

Paris — explosion dans un hôtel du 14^e habité par des arabes : 16 blessés

Pau — explosion chez M. Michel Dathu

Paris — explosion rue du Fbg-St-Honoré : 5 blessés graves; dans le hall d'un immeuble de l'avenue Georges V; au journal « Afrique-Action »; Myriam Worms perd un œil

Vitry-le-François — déraillement du Strasbourg-Paris : 24 morts, plus de 100 blessés. Le chef de Gare de Vitry avait reçu une lettre de l'O.A.S. expédiée d'Allemagne « nous allons vous faire sauter »

Biarritz — explosion sous la voiture de M. Rouelle

Bayonne — explosion devant la loge maçonnique

Boissy-St-Léger — explosion devant l'entreprise de M. Delhème

JUILLET 1961

Sains-du-Nord — explosion chez M. Moulin, Député

Métropole : Assassinats, Vols, Plasticages d'avril 1961 à octobre 1962

“L'O.A.S. ? un syndicat du crime” déclare M. Janin directeur de la Sûreté d'Alger au procès Salan

Soixante-deux morts et 385 blessés dont certains très grièvement. Delphine Renard, petite fille de 4 ans, perd la vue; une jeune femme est amputée d'un bras et une autre perd un œil; d'autres n'arrivent pas encore à se remettre des suites de leurs plasticages. Voici le bilan O.A.S. en France... en attendant la suite.

UN MILLIARD DE NOUVEAUX FRANCS...

...probablement plus, voici ce que coûtent les attentats O.A.S. aux contribuables en métropole, a déclaré M. Frey, le 30 mai 1962 au Sénat. Des immeubles entiers ont dû être évacués. Des millions de dégâts aux frais des plastiqués; ce ne sont pas seulement les personnes « visées » qui sont atteintes, ce sont aussi leurs voisins, leurs concierges, des passants, comme on dit « des innocents ». Mais de quoi sont coupables les gens visés par l'O.A.S. ? De refuser leurs crimes et de prendre des positions contre les assassins. Que l'on cesse de dire : « Cela ne me concerne pas, je n'y suis pour rien »; ce n'est plus vous ni moi que cela concerne,

L'O.A.S. est l'affaire de tous,

C'est l'affaire de la Nation.

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Qu'a-t-on fait pour arrêter ces crimes ? Des peines légères, voire avec sursis, ont été appliquées aux criminels. On a spécialement ménagé les jeunes étudiants d'extrême-droite où se recrutaient et se recrutent encore les « auxiliaires » de l'O.A.S., véritables « blousons dorés » de la politique. Souvent, trop souvent, quand un policier qui risquait sa vie en gardant des personnes menacées arrêtait un plastiqueur, « papa » intervenait; il avait des relations haut placées et le plastiqueur était relâché. « Évitez les histoires avec l'O.A.S. », voilà ce qu'étaient à peu près les ordres et ces jeunes voyous des beaux quartiers, ces « fils à papa », pouvaient tranquillement continuer à déposer leurs bombes.

A mesure que le danger s'accrut, on se décida enfin à lutter contre l'O.A.S.; la police aurait pu arrêter beaucoup plus tôt, si on lui en avait donné l'ordre, les personnes aujourd'hui incarcérées. Début octobre 1962, il y avait (enfin !) 1.750 hommes et 30 femmes incarcérées dans les prisons françaises, 1.280 hommes et 24 femmes prévenus en instance de jugement, 480 hommes et 9 femmes condamnés à des peines diverses. Entre le 10 juillet et le 15 septembre 1962, l'O.A.S. est responsable de 10 morts environ, de 100 blessés dans diverses agressions et bagarres ainsi que de hold-up pour 1.055.435 nouveaux francs.

Rappelons que l'article 434 du Code pénal, loi du 13 mai 1863 (toujours en vigueur), dit que : « Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servent d'habitation, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime, sera puni de mort. » On peut considérer que les criminels, même si on les recherche plus activement et si on les arrête plus souvent, continuent à être frappés de peine bien faibles...

AOÛT 1961

Paris — explosion chez le général Vesinet; chez M. Missoffe; chez M. Valabregue; chez M. Dreyfous-Ducas; chez M. Sanglier; chez M. Boumendjel

Nanterre — explosion devant deux cafés musulmans

Nice — explosion chez M^r Tessé, Député des Alpes-Maritimes

Tarbes — explosion chez M. Cohade, ancien responsable R.P.F.

Montpellier — explosion chez M. Delmas, Maire; chez M. Jean Bere, Sénateur

Paris — explosion chez la mère de J.-P. Sartre; chez M. D'Argenlieu; à la librairie Maspéro; chez M. Bonnefous, Sénateur; chez M. Alain Savary

Metz — les paras du 11^e DLI attaquent des nord-africains : 4 morts, 26 blessés

Paris — explosion chez M. de Montalenbert, Vice-Président du Sénat; chez M. Geoffroy de Courcel, Secrétaire de l'Elysée; chez M. Charles Hernu; chez M. Ribière, Député

Vincennes — explosion à la Mairie

Argenteuil — explosion chez M. Labbé, Député

Montgeron — explosion dans un garage

Emission clandestine de l'O.A.S. et parution d'un journal « Les Centurions » qui fait appel à la révolte des officiers

Paris — explosion chez M. Minot, Président du Conseil Municipal; chez M. Arma, éditeur de Libération

Charente — vol très important d'explosifs

Lyon — explosion chez M. Chevrier, restaurant « Le Corsaire »

Louveciennes — explosion chez M. Pierre Lazareff, directeur de « France-Soir »

Paris — explosion au Pavillon Tunisien de la Cité Universitaire

Toulouse — bombe au siège de la S.F.I.O.

Bordeaux — explosion de trois bombes dans les rues

Bayonne — explosion chez Léonce Dusçaret; un camion incendié

Saint-Maur-des-Fossés — explosion chez M^r Dulac, conseiller communiste; chez M. Verlhac, Professeur

Paris — explosion chez M. Jeanneney; M. Pierre Brisson; M. Louis-Gabriel Robinet;

M. Jean-Marc Boegner; M. Anxionnaz; M^{me} Françoise Sagan; M. Daniel Meyer; M. Yves Chataigneau; M. Louis Vallon; M. Roland de Moustier; M. Maurice Duverger

Levallois — explosion au siège de l'U.N.R.

Bayonne — explosion chez M. Soares, compagnon de Libération

Toulouse — explosion au bureau de poste

Tours — explosion au siège du P.C.

La Rochelle — explosion chez le Maire, M. Salaraine

Vannes — explosion au journal « Ouest-France »

Paris — explosion chez M. Beuve-Mery, directeur du Monde

SEPTEMBRE 1961

Paris — explosion chez le grand rabbin de France, J. Kaplan; chez le Pasteur Boegner; rue de Maubeuge; boulevard Pereire; chez M. Geoffroy de Courcel

Montpellier — explosion au siège du « Travailleur Indépendant »

Colombey-les-deux-Eglises — attentat contre le général de Gaulle

Paris — explosion chez M. Jean Ferniot, journaliste à France-Soir
 Levallois — explosion au siège du P.C.
 Les Landes — découverte de 151 kilos de plastic
 Cognac — explosion dans un bureau de tabac
 Chateauroux — explosion chez M. Mallet
 Montpellier — explosion chez M. Bouchaid, originaire du Maroc
 Montmorency — vol très important de tenues militaires
 Bordeaux — explosion au bureau de poste
 Vaux-en-Velin — découverte d'un véritable arsenal
 Metz — vol de plusieurs centaines de kilos d'explosifs, de TNT
 Paris — explosion dans un hôtel habité par des algériens
 Paris — explosion dans un hôtel du 12^e arrondissement
 Poitiers — attentat manqué contre l'archevêché
 Avignon — explosion chez M^e Balazard
 Frontignan — explosion chez M. Louis Rostand
 Chartres — explosion à la Bourse du Travail ; au bureau de la République du Centre
 Paris — explosion chez le Professeur Laurent Schwartz ; à l'ambassade de Pologne ; au journal « Témoignage Chrétien » ; rue Bretel ; chez le général Ailleret
 Perpignan — explosion dans un bureau de tabac
 Nîmes — inscriptions O.A.S. sur les murs
 Paris — explosion avenue Ledru-Rollin ; rue Crémieux
 Neuilly — explosion rue Victor-Daix
 Courbevoie — explosion chez M. Robert Levy
 Narbonne — explosion d'un transformateur
 Saint-Paul-les-Dax — explosion d'un pylône des P.T.T. isolant plusieurs communes
 Biarritz — explosion au local du journal « France-Soir »
 Avignon — explosion au siège du Parti Communiste
 Choisy-le-Roi — explosion dans un café musulman : 1 mort
 Lyon - Maubeuge - St-Etienne - Toulouse — emblèmes O.A.S.

OCTOBRE 1961

Ardennes — des parachutistes pillent un café musulman aux cris de « Algérie Française »
 Toulouse — explosion dans les conduits d'une station de pompage du gaz
 Marcoussis — explosion d'un transformateur
 Nîmes — découverte d'emblèmes O.A.S.
 Angoulême — une bombe découverte près d'une salle de bal
 Paris — explosion dans un bureau de l'assistance publique ; chez M. Laffont, directeur de la Caisse Agricole ; dans un hôtel habité par des musulmans ; au théâtre de l'ABC
 Limoges — sabotage de la gare
 Puteaux — explosion à la Mairie
 Paris — explosions dans des hôtels habités par des Algériens dans les 17^e, 18^e, 11^e et 14^e arrondissements : 1 blessé
 Montgeron — explosion à la Mairie
 Chartres — explosion dans un restaurant algérien
 Paris — explosion chez une famille de rapatriés d'Algérie, rue Barbès ; à la banque Worms ; chez M. Lalande, trésorier de « Liberté et Vérités »
 Saint-Cheron — explosion à la Mairie
 Saint-Didier-en-Velay — explosion d'un transformateur
 Avignon — explosion au bureau des Contributions Directes ; découverte d'un drapeau O.A.S. sur le Palais des Papes
 Bordeaux — explosion d'une grenade sous une voiture
 Orange — explosion chez M. Dellys, pharmacien
 Cannes — drapeau O.A.S. sur la Tour du Suqué
 Paris — 3 drapeaux O.A.S. au Parc Monceau
 Toulon — explosion chez M. Roland Grisoni
 Marseille — explosion 43, bd longchamp
 Paris — explosion chez M^e Vergès ; au siège de l'U.N.E.F. ; au lycée Lafontaine ; rue Fabert ; place des Ternes ; à l'hospice des Vieillards, rue Chardon-Lagache ; chez M. Roux, trésorier du Comité de Solidarité pour les victimes de la répression due à la guerre d'Algérie
 Lille — explosion au journal « Liberté »
 Toulouse — explosion à la Banque Courtois ; à la librairie Catholique
 Orange — explosion chez M. Jacques Berard
 Avignon — explosion chez M. Mazo
 Paris — explosion dans un club privé, rue de Rennes
 Nice — explosion au siège de la C.G.T.F.O.
 Marseille — explosion dans un local communiste

Nantes — des parachutistes attaquent un café musulman
 Nice — explosion dans un bar algérien
 Paris — explosion chez M. Pierre Brisson, directeur du Figaro
 Marseille — explosion dans un bureau de poste
 Langres — sabotage de la voie ferrée
 Arles — explosion chez le Président de la section U.N.R.
 Paris — explosion dans un cabaret
 Nice — attentat contre une compagnie aérienne
 Paris — drapeau O.A.S. sur Notre-Dame

NOVEMBRE 1961

Marseille — explosion dans une entreprise de Pompes Funèbres
 Dunkerque — sabotage de la voie ferrée
 Paris — explosion place Maubert
 Villemomble — explosion dans un poste de police
 Chateaufort (Vaucluse) — explosion d'un transformateur E.D.F.
 Eaubonne — mitraillage d'un café tenu par M. Marcellin Grillot
 Saintes — explosion chez M. Didier Rives
 Angoulême — explosion dans une imprimerie
 Agen — explosion chez M. Raphael Leygues
 Grenoble — explosion au siège de l'Association Générale des Etudiants
 Louveciennes — explosion chez le Comte de Paris
 Bastia — explosion au siège du P.C.
 Ajaccio — explosion dans les locaux des Ponts-et-Chaussées
 Saintes — explosion chez M. Fellin-Telly, compagnon de Libération
 Paris — explosion chez M. de Beaumarchais, directeur adjoint du Ministre des A. E. ; chez M. Paul Gillet, directeur du cabinet du Ministre des A. E. ; chez Jean Hutin, journaliste de France-Soir ; chez M. Gillart, commissaire principal de la Brigade des Stupéfiants ; chez un fonctionnaire de Police ; rue de Ponthieu : 1 blessé ; 43, boulevard Victor ; rue de Fondary ; rue de Seine dans un hôtel habité par des Algériens ; chez Madeleine Jacob, journaliste à Libération ; square La Bruyère : 2 blessés graves ; avenue Duquesne ; à trois reprises un drapeau O.A.S. apparaît à l'hôtel de Ville

Levallois — explosion dans un café maure
 Avignon — explosion dans une entreprise de Pompes Funèbres
 Marseille — explosion chez un militant communiste
 Montpellier — explosion chez un militant communiste
 Carcassonne — explosion à la Préfecture de police
 Orange — explosion chez un horticulteur
 Grenoble — explosion à la Bourse du Travail, attentat qui entraîne une manifestation de plusieurs milliers de personnes
 Eriey — explosion à la Sous-Préfecture
 Montpellier — explosion chez le fils de Paul Ramadier
 Arles — explosion au journal « La Marseillaise »
 Paris — explosion chez le Professeur Godelement, de la Faculté des Sciences : documentation détruite, 2 blessés. Explosion qui donne lieu à une manifestation des étudiants et des Professeurs dans la cour de la Sorbonne ; explosion chez M. Frédéric Potcher, chroniqueur judiciaire de la R.T.F. (dégâts très importants)
 Saint-Ouen — explosion dans un café musulman
 Bordeaux — explosion chez M. Lathières, Député
 Montpellier — explosion chez un colonel de gendarmerie
 Verdun — explosion chez un ancien député
 Paris — explosion au foyer des Etudiants Musulmans ; chez M^e Thorpe ; au drugstore des Champs-Élysées ; chez M. Clot, commissaire de la brigade criminelle ; chez M^e Pierre Stibbe ; chez M^{me} Marzin ; dans un café musulman 22, rue Victor-Massé
 Nice — explosion chez le Rédacteur en Chef du « Patriote »
 Saint-Etienne — explosion au siège de l'U.N.R.
 Bar-le-Duc — explosion à la Bourse du Travail
 Nice — explosion à la pharmacie Mercier
 Marseille — explosion au siège de l'Association des Etudiants Catholiques
 Paris — explosion à l'Ambassade du Maroc ; au cinéma l'Alhambra
 Marseille — explosion chez M^e Wilson ; boulevard Jean Aicard
 Nîmes — explosion dans une pharmacie
 Lyon — explosion chez M. Boeglin
 Strasbourg — explosion dans le rapide Paris-Vienne
 Avignon — explosion chez M. George Brunel « contribuable récalcitrant de l'O.A.S. »
 Paris — explosion chez M^{me} Latapie, femme d'un inspecteur à la D.S.T. ; dans un

dortoir nord-africain du 15^e arrondissement ; chez le Professeur Kastler ; chez Claude Estier, journaliste à « Libération » ; chez M^e Amblard ; chez M. Jean Daniel, journaliste à l'Express ; chez M. Marcel Paul, ancien Ministre ; chez M. Gatineau, rédacteur à « l'Humanité » ; dans un garage du 16^e arrondissement
 Lille — explosion devant la maison natale de De Gaulle
 Toulon — explosion devant la Sous-Préfecture
 Castelnaudary — explosion devant la Mairie
 Le Traya — explosion d'un transformateur E.D.F.
 Montpellier — explosion chez M. Allier, rédacteur local de « La Marsillaise »
 Aix-en-Provence — explosion dans le bureau local de la C.F.T.C.
 Nîmes — explosion dans deux grands magasins
 Nogent-le-Rotrou — explosion chez M. Huguet, Député
 Arles — explosion à la Bourse du Travail
 Orange — explosion chez M. André Solinot, Député
 Paris — explosion devant le siège du centre de la gauche européenne
 Marseille — explosion devant les Ets Arnaud où furent arrêtés trois collecteurs de fonds
 Montpellier — explosion devant le siège de la Fédération S.F.I.O. de l'Hérault
 Arles — explosion devant la Bourse du Travail
 Nice — explosion devant l'étude d'un huissier (M^e Appietto)
 Emission clandestine de l'O.A.S.

DECEMBRE 1961

Paris — Brigitte Bardot porte plainte après avoir reçu une lettre signée de l'O.A.S. exigeant le versement de cinq millions d'anciens francs
 Lyon — explosion à la « Chronique Sociale de France »
 Cavaillon — explosion à l'Office du Tourisme
 Pau — coups de feu devant le domicile d'un directeur d'école M. Poublan
 Ajaccio — explosion dans les bureaux de la Cie Générale Transatlantique
 Grenoble — explosion devant une librairie communiste
 Nancy — Armes découvertes dans un hôtel
 Arpajon — attentat contre l'imprimerie d'un journal communiste « La Marseillaise »
 Magondange quatre engins explosent devant
 Piennes les mairies communistes de ces
 Thil villes de Meurthe et Moselle
 Longlaville
 Moyeuville attentats contre des mairies communistes de ces deux villes en
 Amuville Moselle. Un blessé
 Nice — explosion devant une agence immobilière appartenant à M. Guy Antiphon ; explosion au siège d'une société de produits chimiques ; explosion au journal communiste « Le Patriote »
 Lille — explosion chez M. Dean, Conseiller Municipal
 Arcachon — grenade sous la voiture d'un médecin
 Paris — explosion à la rédaction de France-Soir : deux blessés ; explosion chez Jérôme Lindon, directeur des « Editions de Minuit »
 Stains — explosion à la « maison de la jeunesse »
 Lyon — explosion devant le séminaire du Prado
 Villeurbanne — explosion au siège du Parti Communiste ; explosion chez M. Alban Vistel, compagnon de Libération
 Conte — explosion près de la Sous-Préfecture
 Lyon — explosion chez M^e Ambre
 Bayonne — explosion chez M. Léonce Dussarat ancien chef de la résistance
 Montpellier — explosion au Palais de Justice
 Abriey — Le Sous-Préfet et un commissaire reçoivent des explosifs dans des colis
 Paris — explosion aux Editions de Minuit ; explosion rue de la Huchette (devant un cabaret algérien)
 Marseille — explosion 31, rue de Breteuil chez M. Leenhart Député des Bouches-du-Rhône
 Beaucaire — explosion dans une salle de réunion politique
 Perpignan — explosion au siège de la C.G.T.-F.O. où se trouve également le siège de la Franc-Maçonnerie ; explosion devant la Préfecture ; explosion au journal « l'Indépendant »
 Lyon — explosion au siège du P.S.U.
 Paris — destruction du Pylône-antenne R.T.F. du centre de Villebon

Lyon — explosion devant un immeuble du quartier Saint-Just
 Pau — grenade sous la voiture d'un conseiller municipal
 Graulhet — explosion chez M. Jean Lassere secrétaire de la Chambre de Commerce
 Saint-Germain-en-Laye — explosion chez le Professeur Jean Véron
 Paris — explosion chez le D^r Corbin
 Villerupt — explosion à la Maison du Peuple
 Gaudry — explosion chez le commissaire de police
 Pau — explosion au domicile d'un député
 Péronne — explosion à l'Hôtel de Ville
 Paris — drapeau O.A.S. à l'Hôtel de Ville ; tracts O.A.S. dans Paris à l'aide de bidons explosifs
 Lille — l'armement de la section du 43^e R.I. est livré à des activistes par le lieutenant Bernard
 Lyon — manifestation activiste au cours d'un gala de la Légion d'Honneur, avec M. Montel ancien député du Rhône, aux cris « d'Algérie Française »

JANVIER 1962

Suresnes — explosion dans un pavillon voisin de celui de M. De La Malène : 2 blessés
 Paris — grenade dans un café maure
 Montreuil — grenade dans un café musulman
 Paris — explosion au siège du Secours Populaire ; chez M. André Blumel (avocat)
 Montreuil — explosion dans un café algérien
 Versailles — explosion chez le Professeur Mandouze
 Pierrefitte-sur-Seine — explosion près de la Mairie
 Poissy — explosion aux domiciles de M^{mes} Bonissien et Saloun
 Villebon — explosion d'un pylône E.D.F.
 St-Germain-en-Laye — explosion dans un café
 Paris — explosion avenue de Versailles devant une boucherie ; près du Palais des Glaces
 Avignon — explosion à l'Ecole Pigier ; devant le domicile de M. Fournier ; chez M^e Henri Coupon ; dans un quartier périphérique
 L'Isle-sous-Sorgues — explosion à la Mairie
 Toulon — explosion chez M^{me} Mathieu ; 5 explosions pour saboter le discours présidentiel à la R.T.F.
 Alençon — M. Lucussol grièvement blessé, succombe à ses blessures
 Montpellier — explosion à la Bourse du Travail
 Toulouse — explosion devant un cinéma
 Paris — explosion au siège du Parti Communiste, un militant de garde est grièvement blessé par une rafale de mitraillette
 Toul et Metz — importants vols d'armes aux bases américaines
 Paris — explosion chez Jean-Paul Sartre
 Perpignan — explosion chez l'adjoint au Maire
 Beaumes-de-Venise — explosion chez le D^r Levy
 Paris — explosion devant un hôtel algérien
 Cannes — explosion dans un hôtel
 Orange — explosion chez M. Brunet
 Satory — vol d'armes
 Lens — sabotage de la ligne Lens-Arras
 Paris — explosion chez M. Thérêt juge d'instruction ; explosion chez M. Martinet codirecteur de « France-Observateur » ; explosion chez M. Sérar pharmacien rapatrié d'Afrique du Nord ; explosion chez M. A. Hauriou, Professeur à la Faculté de Droit qui donna lieu le lendemain à une manifestation dans la cour de la Faculté de Droit ; explosion chez M. Romoli commerçant d'Afrique du Nord déjà plastiqué dans son magasin ; explosion chez M. d'Argenlieu Sénateur de la Sarthe ; M. d'Astier de la Vigerie, parent du directeur de « Libération » ; explosion chez M. Lotrous ; explosion avenue de Saint-Ouen : une femme blessée
 Saint-Leonard — important vol d'armes
 Boulogne-Billancourt — explosion à l'entrée d'un H.L.M.
 Montreuil — explosion dans un café près duquel résident des rapatriés
 Saint-Mandé — explosion chez M. Bertaud Sénateur
 Sannois — explosion près d'un café musulman
 Bastia — coups de feu devant le siège du Parti Communiste
 Bordeaux — explosion dans une permanence communiste
 Montpellier — explosion devant un garage privé
 Paris — violente explosion au siège de la 4^e brigade territoriale
 Saint-Mandé — explosion chez un policier retour d'Algérie
 Montpellier — explosion chez M. Franco, président de la Fédération Nationale des Français d'Algérie
 Bordeaux — explosion devant la pharmacie de M. Garraud
 Marseille — explosion chez M. Gréco ancien policier : blessé au visage

Romans — explosion chez M. Michel ancien Député
 Nancy — deux attentats contre deux commissariats
 Région Parisienne — des charges de plastic déposées devant six bureaux de vote
 Avignon — découverte d'armes et de munitions dans la voiture de M. Vabre
 Vaux-en-Velin — découverte dans un immeuble en ruines d'un véritable arsenal
 Paris — des individus dérobent des duplicateurs et des machines à écrire, avenue Suffren
 Malmone-de-Coutat — dans une carrière, vol de 20 kilos de cartouches
 Dijon — drapeau O.A.S. à l'Hôtel de Ville
 Toulouse — des étudiants fascistes distribuent des tracts O.A.S.
 Avignon — grenade contre la voiture de M. Eloppe
 Péronne — grenade devant la Mairie
 Nancy — explosion chez M^e Borella, avocat de l'U.N.E.F.; 1 kilo de plastic devant le domicile de M. Lang
 Vallauris — explosion devant la Mairie
 Paris — explosion rue de la Victoire, devant une entreprise d'affichage
 Saint-Max — explosion sur les marches de la Mairie
 Annecy — nombreux explosifs découverts près du Lac
 Paris — explosion 20, rue du Faubourg-Saint-Honoré
 Neuilly — exposition contre la permanence du P.C.
 Amiens — sabotage de la voie ferrée Amiens-Abbeville et des lignes téléphoniques
 Paris — explosion chez M. Closon, compagnon de Libération qui avait signé une pétition contre l'O.A.S.
 Grasse — explosion chez M. Bertoni

MAI 1962

Etampes — plastic contre le Commissariat de Police; explosion au bureau du journal « La Marseillaise » de Seine-et-Oise
 Berre — explosion chez M. Albignac, agent d'assurances
 Toulouse — 3 voitures incendiées, place Lucas
 Avignon — plastic devant le Palais de Justice; sabotage de la voie ferrée, un pylone s'effondre sur la voie
 Bordeaux — une sentinelle attaquée par deux jeunes gens
 Sarcelles — plastic contre un pylone de l'E.D.F.
 Orsay — la façade de la gendarmerie est mitraillée
 Avignon — explosion devant la caserne de gendarmerie
 Thionville — explosion chez M. Edelson, membre du Mouvement de la Paix
 Uckange — explosion chez M. Gasparni, adjoint au Maire
 Chartres — mitraillage et grenade contre la caserne de gendarmerie et le commissariat de police
 Toussus-le-Noble — explosion de l'avion de M. Guelfi; sabotage de la ligne Paris-Marseille
 Paris — explosion chez M. Romoli, boulevard Saint-Germain (4^e attentat) (17 millions de dégâts)
 Issy-les-Moulineaux — attentat contre le siège du P.C.
 Verdun — explosion chez le D^r Barat-Dupont
 Cerbère — un rail plastique
 Paris-Port-Bou — deux sabotages de la voie ferrée
 Nancy — explosion chez Claude Sournière, Professeur et membre du P.C.
 Lourdes-Montpellier — le train déraile après l'explosion d'une charge : quelques blessés
 Dijon — drapeau O.A.S. à l'Hôtel de Ville; une centaine de jeunes gens ont défilé aux cris d'Algérie Française et O.A.S. au pouvoir
 Paris — explosion devant une annexe de la Préfecture de Police; explosion au poste de Police près du Grand Palais; explosion au siège de la revue « Clartés » (qui donna lieu à une manifestation étudiante au Quartier Latin); explosion près du Centre Beaujon; explosion rue René Boulanger devant un café maure
 Bois-Colombes — explosion chez M. Sanglier
 Montpellier — explosion au domicile d'un étudiant « pied-noir » membre de l'U.N.E.F.

Nancy — deux attentats contre des voies ferrées
 Paris — vol d'une camionnette de l'E.D.F.
 Conflans-Sainte-Honorine — explosion à bord d'une péniche transportant 300.000 litres de carburant
 Nice — explosion dans le bar des « Bains de Plage », gros dégâts
 Marseille — explosion devant la permanence communiste du 13^e arrondissement
 Paris — explosion dans les locaux de la police rue Tendon; explosion au commissariat de Saint-Germain-des-Prés
 Montpellier — explosion au Centre d'Accueil
 Paris — explosion au lycée Rodin; explosion chez Jean Foyer, Garde des Sceaux
 Montpellier — explosion chez un professeur du lycée
 Paris — explosion chez M. Thibaud, directeur de l'Information au Ministère des Affaires Algériennes; explosion à la revue « Présence Africaine »
 Nice — M. Tessière a sa voiture piégée
 Paris — explosion chez Gilbert Mathieu, journaliste du « Monde »
 Versailles — M. Luc Van Canwinberge a été trouvé assassiné dans sa voiture aux environs de Versailles. Près du cadavre on a trouvé un billet portant ces mots : « Je me suis vendu à l'O.A.S., l'O.A.S. se rembourse, à bon entendeur salut ! Vive l'Algérie Française »

JUIN 1962

Saint-Denis — attentat contre la permanence du P.C.
 Paris — explosion devant l'Ambassade de Pologne
 Compiègne — explosion chez le Baron James de Rothschild
 Saint-Ouen — explosion dans un café musulman : 8 blessés
 Florange — M. Tahar Zahour a son auto détruite par une explosion
 Sarcelles — M. Hanri a sa voiture détruite par une explosion
 Paris — un café musulman mitraillé par des européens : 1 mort
 Pau — explosion d'un pylone de l'E.D.F.
 Paris — explosion dans un café tunisien; explosion chez M^e Perrussel
 Nice — explosion chez M. Louis Oras, rapatrié d'Algérie
 Paris — explosion dans un café algérien 27, rue Petit : 4 blessés
 Beziers — explosion chez M. Timust, Professeur
 Paris — explosion rue de la Croix-Nivert dans un café musulman : 1 mort, 1 blessé; explosion à l'imprimerie de « Vérité-Liberté » (énormes dégâts)
 Nice — explosion dans un réfectoire algérien
 Ajaccio — explosion chez M. Mendolini
 Rennes — explosion au journal « Les Nouvelles de Bretagne »
 Pierrefitte — explosion devant la Mairie communiste
 Aulnay-sous-Bois — un café maure mitraillé
 Paris — explosion chez M. Capitant, Professeur et Conseiller juridique de M. Fares; explosion chez M. A.-P. Lentin, journaliste à Libération; explosion chez M. Gurvitch, professeur à la Sorbonne : 1 blessé qui donne lieu à une manifestation; explosion chez le D^r Vidal-Naquet : 7 blessés; explosion rue Georgette-Agutte devant une permanence communiste
 Besançon — sabotage de la voie ferrée
 Paris — rue d'Aubervilliers explosion dans un café musulman : 1 mort, 4 blessés
 Richardménéil — explosion d'un pylone de l'E.D.F.
 Aix-en-Provence — assassinat du commandant Kubasiak
 Ajaccio — explosion chez M. Trojani; explosion chez M. Stefanini; explosion chez M. Fontana(Albert); explosion chez M. Fontana (Noël)
 Charente — explosion dans la propriété de M^{me} de la Bardonnerie
 Maxeville — grenade et coups de feu dans un dortoir algérien : 2 blessés
 Bezons — coups de feu contre un café algérien : 1 mort, 1 blessé
 Le Bourget — explosion dans un café maure : 2 blessés

Paris — rue Palonsod, explosion dans un café : 1 mort, 2 blessés
 Issy-les-Moulineaux — explosion dans un café algérien : 1 mort
 Villacoublay — important vol d'armes au poste de garde
 Rueil — découverte d'armes dans une voiture ainsi que des tracts O.A.S.-Métropole
 La Seyne — attentat contre la permanence communiste

JUILLET 1962

Champigny-sur-Marne — assassinat de M. Mauguere
 Paris — coups de feu dans le 17^e arrondissement contre un café musulman : 2 morts, 4 blessés
 Gentilly — 9, rue Boulineau, attentat dans la rue : 2 morts, 4 blessés; 125, boulevard de la Gare, mitraillage
 Ajaccio — explosion chez M. Blaisse : 1 blessé qui donne lieu à une manifestation
 Marseille — hold-up dans une banque, au nom de l'O.A.S. par des rapatriés d'Algérie
 Vireux-Molhain — attentat contre un foyer musulman : 1 mort, 1 blessé
 Ajaccio — explosion chez le Docteur Franchini
 La Ciotat — explosion dans la villa de M. André Sauvaire qui avait refusé de cotiser à l'O.A.S.
 Tarbes — drapeaux O.A.S. dans les rues principales
 Amiens — drapeau O.A.S. sur un immeuble de la route d'Albert
 Sucy-en-Brie — explosion près de la cité d'urgence
 Toulon — coups de feu près de la place d'Armes, quartier habité par des Algériens
 Bayonne — vol d'armes au camp militaire
 Paris — assassinat d'un algérien par deux européens rue Blondel
 Roquencourt — 6 membres de l'O.A.S., en tenue de parachutistes effectuent un « contrôle routier » sur l'autoroute de l'Ouest
 Paris — mitraillage d'un café musulman rue du Faubourg-Saint-Denis : 1 blessé
 Juan-les-Pins — attentat contre le restaurant « La maison des pêcheurs »
 Paris — attentat contre 2 marocains, rue de Lourmel : 2 blessés
 Antibes — coups de feu contre la gendarmerie
 Rennes — explosion dans un bar appartenant à un algérien
 Metz — des parachutistes attaquent des musulmans : 8 blessés
 Marseille — coups de feu contre des algériens : 3 blessés
 Paris — attentat contre un café, rue Cardinet : 1 mort, 3 blessés

AOUT 1962

Paris — coups de feu contre le Grisbi Bar : 1 blessé
 Marseille — explosion dans un magasin de lainage
 Montpellier — 2 jeunes pieds-noirs attaquent M^{me} Galabert
 Paris-Sezanne — sabotage de la voie ferrée
 Ivry — des aiguillages de la voie ferrée sont bloqués
 Grenoble — 4 pieds-noirs tentent de rançonner un hôtelier
 Paris — explosion dans un immeuble
 Paris — 1 pied-noir, Marcel Jorda, tue un jeune homme de 23 ans Jean-Marie Vincentello
 Poitiers — 3 pieds-noirs attaquent un pompiste
 Marseille — coups de feu contre un groupe de musulmans : 3 blessés graves
 Corbeil — sabotage de la voie ferrée
 Bayonne — 4 pieds-noirs attaquent un cinéma et tuent un C.R.S. (M. Gaessler)
 Pau — 5 pieds-noirs tuent un ouvrier algérien
 Lagny-Pomponne — vol d'armes au camp de C.R.S.
 Toulouse — 2 pieds-noirs cambriolent une banque
 Paris — des pieds-noirs attaquent une banque (av. Raymond Poincaré)
 Nice — des pieds-noirs attaquent un pompiste
 Lyon — 2 pieds-noirs tirent sur un musulman
 Saint-Erme (Aisne) — vol d'armes près d'un camp militaire

Bordeaux — explosion devant le siège de l'Association des Etudiants
 Paris — explosion place de l'Alma chez le général Mesnet
 Althen (Vaucluse) — des pieds-noirs dévalisent une Caisse de Crédit Agricole
 Nice — 2 pieds-noirs attaquent une poste
 Paris — attentat contre le Général De Gaulle
 Lyon — 3 pieds-noirs volent 5.770 NF au dépôt des tramways
 Nice — 4 pieds-noirs attaquent un pompiste
 Nice — explosion au Palais de Justice
 Paris — drapeau O.A.S. aux Champs-Élysées
 Aude — 2 pieds-noirs déposent des pierres sur la voie ferrée
 Corbeil — sabotage de la voie ferrée Montargis-Corbeil
 Nantes — explosion au siège du P.C.
 Marseille — des pieds-noirs attaquent une banque du Boulevard Michelet et volent 2.700 NF
 Eauze — coups de feu contre la voiture de M. Gibielle
 Nice — des pieds-noirs (17-18 ans) attaquent des algériens
 Lyon — un pied-noir abat un algérien
 Toulon — explosion dans le bar « Le Corsaire » : 1 mort, 3 blessés
 Paris — découverte d'un arsenal; 4 véhicules sont incendiés dans le 17^e
 Guétary — découverte d'un stock d'armes à l'hôtel Calaya; la propriétaire Mme Rouvier a été inculpée et écrouée
 Metz — attaque d'un magasin d'armes d'une caserne de parachutistes
 Pau — coups de feu contre une jeep militaire
 Amiens — explosion dans le garage de M. Pavy
 Deux tracts C.N.R. (ex-O.A.S.) approuve l'attentat commis contre le Général De Gaulle.
 Le C.N.R. envoie c' s lettres de menace aux Ambassadeurs Italiens et Belges à la suite des expulsions et arrestations d'activistes dans ces deux pays

SEPTEMBRE 1962

Maubeuge — explosion chez un marchand de chaussures
 Noisy-le-Grand — tracts et pierres devant la pharmacie de M. Maurice Janet
 Nice — des pieds-noirs attaquent un bureau de poste
 Ollioules — explosion dans une caserne de C.R.S.
 Saint-Féréole — pierres contre la boulangerie M. Son
 Castelnaudary — découverte d'explosifs dans un collège fréquenté par des pieds-noirs
 La Ciotat — explosion chez M. Jean Graille, Maire
 Cansac — explosion dans un foyer musulman
 Perpignan — un pied-noir poignarde M. Alaih Souler
 Sète — découverte d'armes dans le port
 Lille — des pieds-noirs se réclamant de l'O.A.S. enlèvent 70.000 NF dans une banque
 Montpellier — 3 pieds-noirs d'Oran attaquent un pompiste
 Ajaccio — explosion chez le D^r Casanova; explosion au bureau des R.G.
 Toulon — explosion dans la voiture de M. Robert Gallas
 Propriano — coups de feu contre la voiture de M. René Mary
 Toulouse — explosion de 4 grenades en 1 heure
 Villeneuve-Tolosanne — découverte d'un très important dépôt d'armes et de tenues de parachutistes dans la villa de la famille Moncla, rapatriés d'Algérie
 Sigoules — découverte de 10 kg de plastic dans une cave
 Montpellier — des pieds-noirs attaquent une poste au cri de « c'est pour l'O.A.S. »
 Marseille — découverte d'armes chez des rapatriés
 Sanary — explosion d'une voiture piégée appartenant à M. Brailard
 Toulon — clous sur 2 kms sur la route de Marseille
 Poissy — contrôle routier par un commando O.A.S.

LES RACKETS DE L'O.A.S.

A Nice, un certain nombre de commerçants trouvent dans leur courrier la lettre suivante :

En tête : O.A.S.-Métropole.

Indication : Région 9 - Zone 3.

L'O.A.S. frappe qui elle veut, quand elle veut, où elle veut.

Nous vous avons prévenu que, d'après le barème établi par la Direction Centrale de l'O.A.S., vous êtes imposé pour la somme annuelle de NF.

Une douzaine de commerçants paient. Trois seulement portent plainte, imposés l'un pour 300.000 anciens francs, l'autre à 500.000 anciens francs, le troisième à 100.000 anciens francs.

Ces plaintes aboutissent le 24 octobre 1961 à l'arrestation, dans une agence de la Société Générale où une souricière a pu être établie, de trois racketters qui viennent encaisser un chèque. Tous venaient d'Algérie.

A Marseille, floraison de tracts aux commerçants et industriels, signés : Pour le Lieutenant-Colonel X, le Commandant par intérim du 3^e Bureau.

Certains payent !

HISTOIRE D'UN RACKET

Extrait d'une lettre « O.A.S. - Commission financière » reçue par M. Jack Romoli, ancien commerçant en Algérie établi à Paris :

Monsieur,

L'O.A.S. a pris la décision suivante : dans le laps de temps de huit jours, soit jusqu'au 27 inclus, vous êtes mis en demeure de collecter en notre nom, cette lettre en faisant foi, une cotisation nominale obligatoire de 500 NF par magasin, et ce pour trois mois.

Nous estimons, d'après nos renseignements, à 25 le nombre de magasins susceptibles de coopérer à notre effort, soit un minimum de 12.500 NF. Bien entendu, vous nous communiquez la liste des souscripteurs et surtout celle des réfractaires.

D'autre part, nous vous informons qu'en cas :

- de plainte à la police,
- de tentative de non-paiement,

— de fuite devant les responsabilités qui vous sont incluses, les commandos de l'O.A.S. détruiront vos magasins en guise de premier avertissement.

Le lendemain matin, coup de téléphone à 7 heures : Il ne s'agit pas de rigoler, prenez Europe n° 1 à 8 heures, ça sautera dans le 15^e.

Effectivement, Europe n° 1 annonçait, à 8 heures, un plastiquage rue de Vaugirard. M. Romoli ne se laissa pas impressionner, mais ses magasins furent plastiqués à quatre reprises.

Voici comment un libéral d'Alger est devenu assassin :

Des collecteurs de l'O.A.S. passent et repassent, nous a-t-il confié, pour vous demander de l'argent. Vous refusez, une fois, deux fois, puis la troisième fois vous cédez par peur ; ensuite on vous demande de loger un déserteur, puis c'est votre voiture que l'on emprunte, c'est mon cas ; une fois en voiture, on tue les musulmans dans la rue ; on refuse de 'marcher', alors on vous braque un revolver dans le dos et vous tuez aussi, toujours par peur ! J'étais un libéral, je suis maintenant un assassin. Je me dégoûte moi-même, mais j'ai préféré sauver ma peau et être un salaud vivant qu'un héros mort. La France n'en est pas là, mais cette histoire peut arriver à chacun de vous, il n'y a que le premier pas qui compte !

Voilà comment a fonctionné le système terroriste de l'O.A.S. Un jour les langues se délieront et chacun sera effrayé de ce qui s'est passé tout près de lui.

LES PHARMACIENS DE MARSEILLE

Copie de la lettre envoyée à un hebdomadaire parisien par les pharmaciens de Marseille :

Monsieur le Directeur,

Nous vous prions d'insérer dans votre journal la note suivante : « Une circulaire fixant à 2.500 NF, soit 250.000 AF, la cotisation de l'O.A.S., étant parvenue chez soixante pharmaciens, ceux-ci avisent leur auteur qu'ils ne verseront rien. Le procédé employé : menaces de représailles en cas de non-paiement, n'est autre que du racket. Quelles que soient leurs convictions politiques, les pharmaciens ne peuvent que s'élever contre cette manière d'agir. Ils ont constitué un fonds de solidarité pour venir en aide aux futurs plastiqués. Lorsque leurs ressources personnelles seront épuisées, ils feront appel au peuple. Que tous ceux qui sont épris de liberté se groupent aussi pour résister en masse à ces pratiques. »

L'exemple des pharmaciens de Marseille n'a malheureusement pas été unanimement suivi. Beaucoup de grosses sociétés, notamment, ont « casqué ». Il n'est même pas certain, malheureusement, que certaines d'entre elles ne versent pas encore.

A la chute de l'Allemagne nazie, entre autres séquences atroces, les actualités montrèrent des enfants de 15 ans que l'on avait revêtus d'uniformes, et que l'on avait envoyés à l'assaut des chars alliés. Beaucoup de leurs camarades étaient morts pour que le Führer gardât quarante-huit heures de plus l'illusion qu'il gagnerait la guerre.

S'imaginant encore que le fascisme a chance de l'emporter dans la patrie de Victor Hugo, de Zola, de Jaurès, de Romain Rolland et de Berthe Albrecht, l'O.A.S. a recruté des élèves officiers dont l'avenir est maintenant brisé, et aussi des étudiants exaltés. Elle a également racolé des lycéens.

Ce sont ses dernières cartouches.

Jean-Pierre Matagne et Michel Tansini, qui préparaient Saint-Cyr au lycée Saint-Louis, ont été respectivement condamnés à quatre ans et à trois ans de prison. Ils étaient auteurs de plusieurs attentats.

Des collégiens de 17 à 19 ans, inscrits au Cours Viollet, ont été arrêtés pour avoir participé à des plastiquages.

A Alger, à Oran, au temps actif de l'O.A.S., des gamins de 16, 15, 14 et même de 13 ans, firent des cartons sur des musulmans. Chaque soir, ils se réunissaient pour comparer les tableaux de chasse et préparer les massacres du lendemain.

Transformer des enfants en tueurs à gages, c'est peut-être le plus grand crime que l'on puisse contre l'humanité. C'est en tout cas le plus cynique, le moins pardonnable.

Les gardiens de la cité se doivent d'avertir les familles, de les informer, de les mettre en garde, afin que toute mesure de précaution soit prise pour immuniser les jeunes contre le virus O.A.S.

Il ne s'agit évidemment pas d'exercer une surveillance tracassière. Il faut simplement montrer à nos fils qu'un grand pays civilisé ne peut que rejeter les citoyens qui pratiquent le vandalisme antisocial et l'assassinat.

« Jeunesse, jeunesse, printemps de beauté », dit l'hymne fasciste italien. Oui, les fascistes flattent la jeunesse, mais c'est pour mieux la pervertir.

Ce que les Catholiques pensent de L'O.A.S.

« Le crime reste le crime quels que soient les motifs » déclare Mgr Piroolley, le 8 février 1962.

L'O.A.S. qui, avec Salan, ose déclarer : « Qu'un jour viendra où Dieu fera triompher la cause » (lettre aux évêques de France, 7 novembre 1961) provoque dans les milieux ecclésiastiques des réactions contraires à celles qu'elles espérait.

Octobre 1961 : L'Assemblée des Cardinaux et Archevêques condamne « tout recours à la violence ».

Novembre 1961 : Mgr Duval expose devant les cardinaux la situation douloureuse en Algérie.

Janvier 1962 : Mgr Duval déclare : « Ce n'est pas en se mettant avec la violence et le crime, en état d'hostilité avec Dieu, que l'on peut sauver un pays menacé. »

A Grenoble, vingt-six mouvements chrétiens appellent contre la violence et deux cents prêtres lyonnais condamnent les attentats.

Le Cardinal Feltin, dans sa lettre pastorale de Carême, déclare : « Assassinations, enlèvements et attentats au plastic, sont des procédés absolument inadmissibles. »

Mars 1962 : Un appel de l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques condamne « les groupements qui font preuve de mépris le plus profond des personnes. »

Déclaration de Mgr Guery condamnant l'O.A.S. et les chrétiens qui en font partie en se couvrant du christianisme.

Avril 1962 : La J.O.C. condamne l'O.A.S. dans ses actes, son organisation et sa doctrine.

Le Pape assure l'Archevêque d'Alger de son appui en envoyant à l'Algérie une bénédiction apostolique spéciale.

Juin 1962 : Un appel de Jean XXIII : « Que dire lorsque des victimes humaines sont sacrifiées au mépris d'accords déjà faits. »

Ce que l'O.A.S. veut faire de nos Enfants



L'amendement SALAN

Le 9 novembre 1961, l'Assemblée Nationale a consacré la journée à l'examen des crédits militaires pour 1962. De vifs incidents ont marqué la discussion d'un amendement présenté par M. Jean VALENTIN, député indépendant de Charente. Cet amendement, sous prétexte de libérer 130.000 jeunes militaires

métropolitains du contingent servant en Algérie, aurait eu pour conséquence, s'il avait été adopté, la formation d'une milice O.A.S. composée par les Européens d'Algérie mobilisés et armés à cet effet. Cet amendement fut appelé « Amendement Salan », car il correspondait à peu près, mot pour mot, aux déclarations que

Salan avait faites au micro de Radio-Alger au moment du putsch.

Rejeté par l'Assemblée Nationale, il fut néanmoins voté par 80 députés que l'on considère depuis lors, et jusqu'à preuve du contraire, comme sympathisants O.A.S.

Ces députés sont :

M.R.P.

MM. Commemay (Landes-3^e)
Devenny (Meurthe-et-Moselle-6^e)
Domcnach (Basses-Alpes-2^e)
Ihuel (Morbihan-6^e)

INDÉPENDANTS :

MM. Dixmer (Puy-de-Dôme-5^e)
Benelkadi (Algérie)
Caillemer (Vendée-2^e)
De Carville (Manche-1^{re})
Godonèche (Puy-de-Dôme-3^e)
Guitton (Vendée-4^e)
Du Halgouët (Morbihan-4^e)
Hemain (Algérie)
Henault (Manche-2^e)
Jarrosson (Rhône-4^e)
Jyon (Puy-de-Dôme-4^e)
Lacaze (Charente-Maritime-5^e)
De Lacoste-Lareymondie (Charente-Maritime-1^{re})
Legendre (Oise-2^e)

Le Montagner (Morbihan-5^e)
Le Pen (Seine-3^e)
Maloum (Algérie)
Sallenave (Basses-Pyrénées-1^{re})
Sy (Seine-25^e)
Tremolet de Villiers (Lozère-2^e)
Turroques (Lot-et-Garonne-2^e)
Vayron (Seine-48^e)
Yrissou (Tarn-3^e)
Dehors (Haute-Loire-2^e)
Colinet (Ardennes-1^{re})

UNITÉ DE LA RÉPUBLIQUE^e:

MM. Abdessalem (Algérie)
Arnulf (Algérie)
Arrighi (Corse-1^{re})
Azem (Algérie)
Batestti (Seine-et-Marne-5^e)
Beraudier (Rhône-3^e)
Biaggi (Seine-14^e)
Boualem (Algérie)
Brice (Nord-5^e)
Canat (Algérie)

Cathala (Haute-Garonne-1^{re})
Colona (Algérie)
Delbecq (Nord-3^e)
Deviq (Algérie)
Djebour (Algérie)
Grasset (Algérie)
Ioualalem (Algérie)
Kaouah (Algérie)
Laffin (Yonne)
Laradji (Algérie)
Lauriol (Algérie)
Legroux (Algérie)
Marçais (Algérie)
Marquaire (Algérie)
Messaoudi (Algérie)
Miriot (Rhône-1^{re})
Molinet (Algérie)
Picard (Seine-et-Oise-11^e)
Portolano (Algérie)
Poutier (Seine-54^e)
Puech-Samson (Algérie)
Renucci (Algérie)
Thomazo (Basses-Pyrénées-4^e)

Vignau (Algérie)

16 NON-INSCRITS^e:

MM. Agha (Algérie)
Mir (Algérie)
Alduy (Pyrénées-Orientales-1^{re})
Bidault (Loire-6^e)
Caillaud (Indre-2^e)
Camino (Basses-Pyrénées-3^e)
David (Seine-et-Oise-18^e)
Ernest (Nord-18^e)
Fabre (Var-3^e)
Heuillard (Seine-Maritime-10^e)
Lebas (Manche-3^e)
De Montesquiou (Gers-2^e)
Rossi (Aisne-5^e)
Royer (Indre-et-Loire-1^{re})
Valentin (Charente-3^e)
Vaschetti (Seine-25^e)
Marie (Seine-Maritime-4^e)

U.N.R. :

M. Sahnoui (Algérie)

Deux Poids, deux Mesures : manifestation anti-O.A.S.

Lorsque les activistes de « Jeune Nation » et des autres groupes descendent les Champs-Élysées au cri de « Algérie française ! », lorsque le Comité de Vincennes tient une réunion publique à la Mutualité, attaquant violemment le chef de l'Etat, la gauche n'attaque pas et ne tue pas. Mais lorsque en réponse, dans toute la France, de nombreuses manifestations et meetings anti-O.A.S. (quand ils ne sont pas purement et simplement interdits) groupent des milliers de Français, alors on assiste à un déchainement des commandos d'une certaine police alliée à l'O.A.S. Il suffit de rappeler à cet égard les manifestations de décembre 1961 et du 8 février 1962.

Non contents d'ailleurs d'assassiner des Français, ces commandos se ruent avec la même violence sur les musulmans qui manifestent pacifiquement le 17 octobre 1961 pour une paix négociée : 11.500 Algériens sont arrêtés et emmenés au Palais des Sports où des brigades de policiers les accueillent à coups de matraque. Officiellement il y a 3 morts et 60 blessés, mais plusieurs dizaines de cadavres sont repêchés dans la Seine.

Cela n'empêche pas que le 18 novembre 1961, le Comité de Vincennes fasse acclamer pendant trois heures, à la Mutualité, Raoul Salan et l'O.A.S. M. Delbecq déclare : « C'est l'O.A.S. qui tient l'Algérie, c'est en Algérie le seul pouvoir efficace. » Quant à M. Bidault, il va écrire : « Il est impossible désormais de perdre l'Algérie. » Et Dides s'écrie : « Gloire au général Salan ! »

Dès le lendemain, le préfet de Police interdit une manifestation pour la paix en Algérie et contre le racisme.

Malgré cette interdiction, et malgré les poursuites engagées contre eux, 10.000 étudiants manifestent à Paris quarante-huit heures après l'apologie de l'O.A.S. faite à la Mutualité par le Comité de Vincennes.

Dans une interview à un hebdomadaire parisien (le 15 mars 1962) Rouve déclarait :

— Papon voulait ma tête ; il l'a eue, soit ! mais si maladroitement qu'il a fini par nous servir en introduisant la discussion politique dans la police. Pour la première fois, les activistes se sont dévoilés. Pas très nombreux, un millier au maximum, mais qui peuvent être très dangereux.

Un des adjoints de Rouve renchérit :

— C'est d'autant plus dangereux que la Préfecture ne donne pas d'ordres précis. Jamais une note de service n'a parlé de l'O.A.S. On nous dit simplement qu'il s'agit de lutter contre « les deux subversions ».

— Pratiquement, quel est le rôle de la police parisienne dans la lutte anti-O.A.S. ?

Toutes les centrales syndicales C.G.T., C.F.T.C., U.N.E.F. et F.E.N. organisent une « Journée d'action contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie par la négociation » par :

— un arrêt de travail entre 11 heures et 11 h. 15, qui est suivi à 80 ou 90 % par les secteurs nationalisés et à 70 % dans les secteurs privés ;

— des rassemblements à la fin de la journée ; à Paris est prévu, pour 18 h. 30, un défilé de la Bastille à l'Hôtel de Ville.

Le Ministère de l'Intérieur interdit ces manifestations.

Les principaux syndicats de la police demandent que cette interdiction soit rapportée.

Rouve, secrétaire général de la Fédération des Personnels de la Préfecture de Police, qui groupe environ 15.000 personnes dont 9.000 gardiens et brigadiers, apprenant l'interdiction de la manifestation du 19 décembre, organise une réunion dans son bureau et soutient qu'il faut soumettre au ministre le cas de conscience de la police, qu'on charge de réprimer à la fois l'O.A.S. et ceux qui la combattent.

Approuvé par ses mandants, il fait une démarche auprès du préfet de Police pour que soit autorisée la manifestation anti-O.A.S. du 19 décembre, soulignant « combien l'attitude équivoque du pouvoir troublait les consciences et provoquait la confusion parmi les forces de l'ordre au profit exclusif des éléments de subversion ».

« L'INTERDICTION DES MANIFESTATIONS EST L'ARME DES POUVOIRS FAIBLES »

Le préfet de Police, M. Papon, répond à cette démarche par la mise à pied de Rouve et la manifestation du 19 décembre reste interdite.

— Qu'on parle d'inefficacité, dans une certaine mesure, je veux bien. L'opération « toile d'araignée », par exemple. Mais ne parlez pas de passivité. Je le répète, il n'y a pas d'ordres. Nous possédons les moyens de lutter contre les activistes : la police possède des renseignements suffisamment précis, assez d'hommes et de matériels pour démanteler les réseaux et les filières de l'O.A.S. Bon. Eh bien ! voilà ce qui se passe : le matériel, Papon ne l'utilise pas parce qu'il prétend ne pas avoir assez d'hommes. Ces hommes, il les propose gentiment par lettres personnelles à des députés, des hommes politiques, etc. Actuellement, il y a dans les sept cents protections de cette nature. Ce qui serait vite sans objet si on s'occupait sérieusement de l'O.A.S.

Et pourtant, malgré l'interdiction policière, la manifestation a lieu. Le mot d'ordre est maintenu et le défilé qui groupe près de 60.000 personnes s'ébranle, précédé d'une unique banderole : « CONTRE L'O.A.S. ET POUR LA PAIX EN ALGERIE PAR LA NEGOCIATION », contrôlé par un service d'ordre de militants syndicaux.

D'importantes forces de police divisent la foule pour l'empêcher de se former en cortège et de violents heurts, provoqués par des éléments non contrôlés du service d'ordre, font UNE CENTAINE DE BLESSES, parmi lesquels des élus départementaux et municipaux. Les responsables des matra-

quages sont généralement des brigades de la Préfecture, avec des « bidules ». Il faut toutefois souligner que les C.R.S. se sont montrés corrects et que parfois agents et gendarmes, dans les périodes d'accalmie, confient aux manifestants leurs sentiments anti-O.A.S.

Notons :

1° L'importante participation des Parisiens à cette manifestation.

2° Les manifestations de solidarité de certains policiers.

3° Les brutalités inadmissibles des seules brigades spéciales de la Préfecture de Police, responsables de blessés, dont 35 ont été hospitalisés.

4° Comme le dit Jacques Fauvet dans « le Monde » : « L'Etat, incapable de maintenir l'ordre en Algérie et de mettre fin aux crimes néo-fascistes, a pris sa revanche en matraquant les adversaires de l'O.A.S. à Paris... Admirable logique qui l'a d'ailleurs amené à se laisser infliger des leçons par une partie de sa propre police. On ne peut, en effet, donner à la fois l'ordre de défendre la République et celui de frapper les défenseurs de cette même République... Cette fausse symétrie a un nom et un sort dans l'histoire contemporaine : Weimar. »

La France entière s'élève avec indignation contre les brutalités du 19 décembre. Une grève de quinze minutes sera observée à la suite de ces incidents, et l'action criminelle de l'O.A.S. est dénoncée, entre autres en janvier 1962, par l'ASSOCIATION DES MAIRES DU PUY-DE-DOME qui déclare s'opposer au fascisme sous toutes ses formes.

La Ligue des Droits de l'Homme et cent anciens résistants publient un manifeste contre les factieux de l'O.A.S. et leurs complices.

LE 8 FÉVRIER : 8 MORTS

Or, malgré cette indignation générale, la répression policière contre les démocrates reprend encore plus scandaleusement au mois de février.

Une manifestation anti-O.A.S., motivée par les récents plasticages, est organisée par les syndicats C.G.T., C.F.T.C., U.N.E.F., le parti communiste et le P.S.U. Elle est interdite par le Gouvernement.

Elle se déroule néanmoins, pratiquement, sans incidents presque jusqu'à la fin. Mais, alors que l'ordre de dispersion est déjà donné par les organisateurs, la police charge avec frénésie. Le service de protection des manifestants essaie de protéger les siens ; alors la violence policière ne connaît plus de limites. Place Voltaire, et surtout au métro Charonne, il y aura 8 MORTS et plus de 100 BLESSES.

La réaction est d'ailleurs immédiate et le lendemain, 9 février, plusieurs

LES G. A. R.

Peut-être avez-vous déjà vu dans votre commune ou dans un autre ville les inscriptions « G.A.R. » sur les murs. Peut-être avez-vous aussi aperçu un peu partout au cours de l'été 1962 les grandes affiches encadrées de rouge des G.A.R., reproduisant les photographies de centaines de tueurs O.A.S.,

Les G.A.R., Groupes d'Action et de Résistance,

sont des formations de défense républicaine constituées dans toute la France à l'initiative du Parti Socialiste Unifié et d'un certain nombre d'organisations, unions locales de syndicats, etc. Notez bien que c'est une organisation indépendante des communistes, lesquels ont de leur côté leurs propres organisations de défense : le tout sera d'ailleurs coordonné s'il en est besoin au moment venu. Les G.A.R. comprennent des militants politiques et syndicaux et aussi des républicains qui n'appartiennent à aucune

formation. Leur but est, dans la période actuelle, de **dépister** les agents ou les sympathisants de l'organisation subversive, de **maintenir** une vigilance constante et **d'écraser** aussi bien un coup d'Etat proprement dit que toute opération d'apparence plus ou moins légale destinée à transformer de l'intérieur la V^e République en régime policier et militaire.

Si vous êtes intéressés par l'action des G.A.R., prenez contact avec la section locale ou la fédération départementale du P.S.U.

NATURE REELLE DU PÉRIL

Il faut comprendre très exactement la nature de la menace. L'O.A.S. ne peut songer en aucun cas à prendre elle-même directement le pouvoir. Aucun putsch n'est possible sans la collaboration de l'armée. Les officiers si mécontents soit-ils de la paix en Algérie, ont été à peu près mis au pas. Par contre, l'extraordinaire faiblesse du régime réside dans le fait qu'il ne repose que sur un seul homme. Celui-ci va tôt ou tard disparaître, soit par l'effet de l'âge, soit par l'effet d'un attentat qui peut toujours réussir, soit simplement parce que son autoritarisme maladif finira par créer des conflits insolubles avec n'importe quelle Assemblée.

Mais la disparition de de Gaulle ne créera pourtant pas du même coup les conditions d'un coup d'Etat. Que l'O.A.S. ait tué de Gaulle ou qu'il ait disparu naturellement, si elle essaie avec l'aide de ses nombreux complices dans l'Etat-major, de s'emparer de l'Etat, l'ensemble des syndicats et des forces populaires se mobiliseront immédiatement ; le contingent refusera de marcher, et les chances de succès d'un tel putsch apparaissent extrêmement minimes. Par contre, les chances sont beaucoup plus grandes si l'opération peut se faire plus ou moins légalement. Devant un transfert légal du pouvoir ou d'apparence légale, l'organisation de la résistance populaire sera nettement plus difficile ; or, il n'y a pas que la seule O.A.S. qui songe à l'organisation d'un régime policier après la disparition de de Gaulle. Toutes les fractions de la droite, gaullistes ou anti-gaullistes, savent qu'à ce moment là le balancier politique reviendra vers la gauche, vers la démocratie, et veulent absolument éviter ce retour. Les chefs militaires qui obtiennent aujourd'hui satisfaction de leurs exigences les plus incroyables en matière de crédits et savent qu'ils risqueraient de tout perdre, le grand capital qui a tiré de la V^e République des profits jamais connus auparavant, les grands technocrates que personne ne contrôle plus, les hommes de l'U.N.R. que de Gaulle a tiré du néant et qui risqueraient de retourner au néant sans lui, tous veulent perpétuer leur pouvoir ou leurs privilèges et ne peuvent y parvenir, une fois de Gaulle disparu, qu'en faisant l'union sacrée de toute la droite, gaullistes et anti-gaullistes, sans en exclure l'O.A.S.

Tout ceci est parfaitement ressenti par les dirigeants de la droite, gaullistes compris, c'est pourquoi on a prononcé peu de condamnations à mort contre les assassins de l'O.A.S. si lourdement chargés de crimes, c'est pour cela qu'il y a eu si peu d'exécutions, à part quelques boucs-émissaires : Il ne fallait pas creuser un fossé de sang entre les deux moitiés de la droite un fossé de sang qui aurait rendu tout rapprochement ultérieur impossible. Tant que de Gaulle sera là, la haine que lui porte une partie de la droite et de l'armée, rendra le rapprochement plus difficile. Mais ne doutons pas que, dès la disparition de de Gaulle, le rapprochement se fera, que bien peu d'éléments

millions de travailleurs cessent le travail entre 15 et 16 heures dans toute la France. Le 12 février a lieu une manifestation silencieuse devant les monuments aux Morts, dans toute la France. Enfin, le 13 février, un million de personnes participaient aux obsèques des victimes du 8 février, au Père-Lachaise, tandis qu'une grève d'une demi-journée, préconisée par la C.G.T. et suivie par de nombreuses organisations, se déroulait dans toute la France en signe de deuil.

La presse étrangère soulignait l'importance des événements qui se déroulaient à Paris. Le « New York Times » constate : « En France, ces grandes manifestations souvent servent d'avertissement. Quand elles se produisent, il convient de donner l'alarme. »

A la suite de ces incidents :

— A Toulouse, manifestation de 10.000 personnes.

— A Paris, meeting P.S.U. à la Mutualité, groupant 4.000 personnes.

— Le CONGRES DES MAIRES DE FRANCE condamne l'O.A.S. en février 1962.

Le Conseil général de la Seine condamne l'O.A.S. en février 1962.

— Grève pour la défense des institutions.

— Les dirigeants des centrales préparent une grève d'une heure, grève appuyée par tous les grands partis, des communistes à l'U.N.R., à l'exception des indépendants.

La presse annonce le 29 SEPTEMBRE 1962 que, selon des documents récemment saisis, des éléments activistes revêtus de faux uniformes se seraient mêlés aux agents de police et auraient provoqué, le 8 février, les incidents du métro Charonne qui, rappelons-le, firent DES CENTAINES DE BLESSES ET 8 MORTS. Quoiqu'il en soit de cette curieuse explication, notons qu'elle contredit totalement les allégations lancées par le ministre de l'Intérieur après l'hécatombe ; M. Frey avait prétendu que les responsables des morts étaient les manifestants eux-mêmes.

même des plus criminels en seront exclus, que l'on libérera rapidement tous les assassins, et que l'O.A.S. deviendra le fer de lance d'une telle coalition.

C'est ce que le capitaine Sergent semble avoir parfaitement compris quand il a écrit le 12 juillet dernier « **il faut désormais lier à l'action clandestine une part grandissante d'action légale. Dans les semaines et les mois qui suivent, le Comité Exécutif prendra des liaisons avec les organismes légaux capables de mettre en péril de Gaulle et son gouvernement** ». C'est à ces contacts légaux entre l'O.A.S. et les parlementaires de droite qu'il faut attribuer l'arrêt des attentats entre le 15 juillet et la fin de la période électorale. Soyons certains que les attentats reprendront rapidement, mais ils ne sont pas l'essentiel. Sans doute il est important pour l'O.A.S. d'essayer de tuer de Gaulle, mais elle peut compter aussi sur son autoritarisme de plus en plus maladif pour créer les crises par lesquelles le gaullisme va se suicider.

On voit donc exactement la nature de la menace : une sorte de révolution de palais destinée après l'inévitable et peut-être prochaine disparition du chef de l'Etat, à nous mettre devant un fait accompli, un régime d'apparence légale, en réalité fasciste et dans lequel l'O.A.S. aurait sa place pour commencer à prendre sa revanche et à martyriser les Français. Il sera très important, à ce moment là, de réagir extrêmement vite. Il faut d'abord que l'ensemble des organisations populaires, syndicales et politiques commencent à mettre en place un vaste front de défense dans tout le pays. Il faut que les éléments modérés de la droite, gaullistes ou anti-gaullistes, aient la vision de l'énorme résistance que rencontreront leurs projets. En ce cas, ils les abandonneront, les éléments opportunistes de l'armée de même et les extrémistes de l'armée et de la droite fasciste livrés à eux-mêmes, n'ont pas la force de réussir l'opération. La mise en place, un peu partout, d'échelons des G.A.R. dont nous parlons ci-dessus, peut être particulièrement utile pour ramener opportunistes et excités à une saine prudence.

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

désire recevoir un abonnement d'essai gratuit d'un mois.

désire recevoir _____ exemplaires du numéro spécial de T. S.

Paiement à la commande.

TRIBUNE SOCIALISTE, 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e

C.C.P. 5826-65 Paris

Directeur-gérant R. Cérat

Imp. « La Balance » - Villenoble (Seine)